

PUBLICATION DE L'INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (ECAD)



CAPACITY DEVELOPMENT FOCUS

2^E ÉDITION JANVIER 2025

PERSPECTIVES SEMESTRIELLES POUR RENFORCER
LES BASES DE CONNAISSANCES ET AMPLIFIER LES
CADRES DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Publication



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT



AFRICAN DEVELOPMENT
INSTITUTE
INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

TABLE DES MATIÈRES

Tracer une voie audacieuse pour la croissance de l'Afrique : Message du Directeur de l'Institut africain de développement (ECAD) pour la nouvelle année (ECAD)

| Dr. Eric K. Ogunleye

Le coin de l'éditeur | Dr. Namawu Alhassan Alolo, Cheffe de division, ECAD 3

Le développement des capacités à la loupe – Articles en vedette

- L'Académie virtuelle de développement des capacités (VCDA) : Pionnier de l'apprentissage numérique pour l'avenir de l'Afrique | Prof. Kevin Urama, Économiste en chef et Vice-président • ECVF 3
- Améliorer la gestion des politiques macroéconomiques en Afrique : Opportunités, défis et rôle de l'Institut africain de développement | Dr. Eric Ogunleye, Directeur • ECAD 4
- Renforcer le développement de l'Afrique grâce à l'évaluation : Impact d'IDEV sur le développement des capacités | M^{me} Karen Rot-Münstermann, Évaluatrice générale • IDEV 5
- Présentation des lacunes en matière de développement des capacités : L'initiative d'évaluation des besoins des pays en matière de renforcement des capacités (C-CDNA), moteur du changement dans les États en transition | Dr. Ann Sow Dao, Cheffe de division • ECAD.1 6
- Le cadre ADOA de la Banque africaine de développement : Promouvoir un financement du développement efficace en Afrique | Dr. Eugene Bempong Nyantakyi, Manager • ECFM 2 7
- Développement des capacités de gestion financière : Ouvrir la voie au développement durable en Afrique | M. Sam Sakwa, Chargé en chef de la gestion financière • SNFI.0 9
- Favoriser les visites de courte durée en tant qu'approche abordable et innovante du développement des capacités | Dr. Assi Okara, Économiste supérieur de recherche • ECFM.1 10

Partenaire de développement en vedette

- Renforcer les capacités de l'Afrique francophone en matière de résilience climatique | Le Partenariat pour le CND 11

Activités récentes de développement des capacités

Événements à venir

Demandez aux experts : QUESTIONS ET RÉPONSES



Dr. Eric K. Ogunleye (Directeur)

TRACER UNE VOIE AUDACIEUSE POUR LA CROISSANCE DE L'AFRIQUE

MESSAGE DU DIRECTEUR DE L'INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT POUR LA NOUVELLE ANNÉE

Chers lecteurs, chères lectrices,

Bonne et heureuse année! Je vous adresse mes salutations les plus chaleureuses et mes meilleurs vœux à l'aube de 2025, avec un espoir et une détermination renouvelés. Que cette année soit porteuse de croissance, de résilience et d'opportunités de transformation pour nous tous, alors que nous poursuivons notre mission commune de promotion d'une croissance inclusive et d'un développement durable en Afrique.

J'ai également le plaisir de vous inviter à découvrir la deuxième édition du bulletin d'information Capacity Development Focus (CDF), qui s'inscrit dans la continuité de notre engagement à faire progresser les connaissances et le développement des capacités institutionnelles en Afrique. Forte du succès de notre édition inaugurale et des bases solides qu'elle a jetées, cette publication reste une pierre angulaire de l'engagement de l'Institut africain de développement (ECAD) en faveur du développement des capacités institutionnelles sur l'ensemble du continent. Elle sert de plateforme pour partager des idées, mettre en lumière des initiatives à fort impact et approfondir notre compréhension des systèmes et des opportunités propres à l'Afrique.

La voie vers une croissance inclusive et un développement durable n'est pas exempte de défis, et exige des solutions solides et adaptées. L'Afrique continue d'être confrontée à des pressions complexes et évolutives, allant du changement climatique et des vulnérabilités économiques aux perturbations liées à la numérisation et à l'automatisation qui progressent rapidement. Cependant, comme nous l'avons constaté à maintes reprises, la résilience et le potentiel de l'Afrique ne connaissent pas de limites. L'abondance des ressources naturelles du continent et le dynamisme de sa population jeune, entre autres, font de l'Afrique un pôle d'opportunités.

Dans le cadre de la nouvelle Stratégie décennale (SD 2024-2033), la Banque africaine de développement

(la Banque) reste fidèle à sa mission d'autonomiser les pays membres régionaux (PMR) grâce à des solutions sur mesure qui renforcent les institutions, développent les capacités et encouragent l'innovation en vue de bâtir des économies inclusives, résilientes et intégrées. Le renforcement des capacités institutionnelles de l'Afrique est au cœur de cette vision et permet au continent de tracer sa propre voie de développement, axée sur l'innovation, la durabilité et l'équité.

Ce bulletin d'information du CDF sert de pilier à cet effort, s'alignant parfaitement sur cette vision en fournissant non seulement des mises à jour sur les initiatives de la Banque, mais aussi des perspectives de pointe, des analyses d'experts, des approfondissements thématiques et des ressources pratiques pour soutenir le voyage transformateur de l'Afrique. En soulignant les tendances émergentes, les défis et les opportunités, cette publication souligne notre vision commune d'une Afrique non seulement résiliente, mais également prospère, dans un paysage mondial en rapide évolution.

À la lecture de cette édition, j'espère que vous y trouverez de l'inspiration et des connaissances utiles qui contribueront à faire progresser les objectifs du développement des capacités en Afrique. Les articles, les événements et les contributions d'experts inclus ici reflètent l'effort collectif d'ECAD pour fournir un soutien de pointe aux pays membres régionaux alors que ces derniers cheminent sur la voie du développement.

Je tiens à vous remercier pour votre engagement continu et votre partenariat dans les efforts visant à faire progresser l'Afrique. Abordons l'année 2025 avec optimisme et détermination pour libérer le vaste potentiel du continent. Que cette année soit empreinte de succès, d'innovation et d'impact durable pour tous et pour toutes.

Bonne année et meilleurs vœux pour une année 2025 prospère!

Ce bulletin est plus qu'une ressource - c'est un outil d'action, un moyen de collaboration et une source d'inspiration pour tous ceux qui se consacrent au développement des capacités de l'Afrique.



SEASON'S
Greetings
MEILLEURS VŒUX



Dr. Namawu Alhassan Aolo

Cheffe de division, ECAD.3.

Alors que nous entamons une nouvelle année de transformation, c'est un privilège de réfléchir à la manière dont ECAD continue de consolider son rôle de partenaire de confiance dans la promotion du développement des capacités institutionnelles à travers l'Afrique. Dans un monde de plus en plus complexe, la capacité de l'Afrique à atteindre un développement durable repose sur la force de ses institutions et de ses systèmes. À ECAD, nous sommes fiers de contribuer à cette mission primordiale en mettant l'accent sur des domaines stratégiques et des interventions sur mesure conçues pour répondre aux besoins uniques de nos pays membres régionaux (PMR).

Notre approche tient compte du fait que le développement des capacités institutionnelles n'est pas une démarche universelle. Chaque PMR présente des défis et des opportunités distincts, que nous abordons par le biais d'initiatives percutantes. Par exemple, l'Académie de gestion des finances publiques permet aux décideurs politiques et aux professionnels d'acquérir les compétences nécessaires pour gérer efficacement les ressources publiques, améliorer la responsabilité fiscale et renforcer les cadres de gouvernance. De même, l'Académie de gestion des politiques macroéconomiques propose une formation avancée pour aider les pays à concevoir et à mettre en œuvre des politiques macroéconomiques saines qui favorisent la croissance, la stabilité et la résilience. Les ateliers sur les capacités institutionnelles et fiduciaires s'attaquent à des problèmes opérationnels critiques, en renforçant les capacités en matière de passation de marchés, de gestion financière et de systèmes de gouvernance. Les évaluations des besoins en matière de développement des capacités des pays

offrent des analyses approfondies afin d'identifier les lacunes et les opportunités, garantissant ainsi des interventions ciblées et efficaces.

Grâce au courtage de connaissances, ECAD fait le lien entre la recherche et la pratique, en facilitant l'accès à des informations de pointe, des données et des bonnes pratiques pour éclairer les politiques et la prise de décision. L'assistance technique apporte un soutien pratique aux PMR dans la mise en œuvre de solutions qui répondent aux défis urgents du développement et aux faiblesses institutionnelles. Un dialogue sur les politiques structuré et inclusif engage les parties prenantes à tous les niveaux : national, régional et mondial, afin de co-crée des solutions qui favorisent le progrès. Ces efforts, parmi d'autres, positionnent ECAD comme un chef de file dans le développement des capacités, répondant aux défis immédiats tout en équipant les institutions avec les outils dont ils ont besoin pour des progrès soutenus à long terme.

Dans cette édition de la lettre d'information du CDF, nous explorons les programmes innovants, les points de vue d'experts et les réussites qui soulignent notre engagement à soutenir le programme de développement de l'Afrique. Nous espérons que vous trouverez cette publication à la fois informative et inspirante, alors que nous nous efforçons collectivement de construire une Afrique plus forte et plus résiliente.

Nous vous remercions de vous joindre à nous dans cette aventure. Ensemble, nous pouvons libérer l'immense potentiel des institutions et des systèmes de l'Afrique.

Ensemble, jetons les bases d'une Afrique plus prospère et plus durable.

« Scannez ici pour en savoir plus sur ECAD ».



LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS À LA LOUPE – ARTICLES VEDETTES



L'ACADÉMIE VIRTUELLE DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS (VCDA) : UN PIONNIER DE L'APPRENTISSAGE NUMÉRIQUE POUR L'AVENIR DE L'AFRIQUE

Prof. KEVIN URAMA

Économiste en chef et Vice-président de la gouvernance économique et de la gestion des connaissances au sein du Groupe de la Banque africaine de développement.

En réponse à l'évolution des besoins de ses PMR et aux défis sans précédent posés par la pandémie de COVID-19, la Banque a lancé l'Académie virtuelle de développement des capacités (VCDA) en 2020. Cette initiative vise à révolutionner le développement des capacités sur le continent en tirant parti des plateformes numériques pour offrir des solutions d'apprentissage rentables et efficaces.

La VCDA a été conçue comme une pierre angulaire de la stratégie de développement des capacités du Groupe de la Banque, soulignant l'importance de renforcer les capacités institutionnelles par des moyens innovants et efficaces. En passant à une plateforme virtuelle, la Banque a cherché à surmonter les obstacles

traditionnels à l'apprentissage, tels que les contraintes géographiques et les coûts élevés, démocratisant ainsi l'accès aux connaissances et aux compétences essentielles.

Aujourd'hui, la VCDA sert de référentiel complet pour les produits de connaissance, les ressources et les activités de développement des capacités de la Banque. Les principales caractéristiques sont les suivantes : i) des mises à jour en temps réel où les utilisateurs peuvent accéder à des informations sur les événements à venir en matière de connaissances et de développement des capacités, ce qui leur permet de se tenir au courant des dernières opportunités; ii) un référentiel de ressources où la plateforme héberge une multitude de documents, notamment des

produits de connaissance récents, des publications, des rapports, des articles de presse, des notes de synthèse et des résumés d'événements passés tels que les communautés mondiales de pratique (G-CoP) et la série de conférences éminentes Kofi Annan; iii) un apprentissage interactif où sont hébergées les G-CoP sur des thèmes clés du développement des capacités, ce qui favorise l'apprentissage collaboratif.

Perspectives d'avenir : améliorations et orientations futures : pour répondre à l'évolution des besoins en matière de développement des capacités, la Banque s'est engagée à faire progresser la VCDA afin de mieux servir les parties prenantes. Les améliorations prévues comprennent la mise au

point de parcours d'apprentissage structurés adaptés aux besoins des PMR en matière de capacités, la mise en œuvre de systèmes pour une saisie et une diffusion efficaces des connaissances, le perfectionnement des équipes pour une prestation efficace de l'apprentissage virtuel, la mise en place d'un service d'assistance dédié aux utilisateurs et la garantie d'une transition en douceur grâce à une gestion stratégique du changement et à l'engagement des parties intéressées. Ces efforts visent à créer une plateforme plus réactive, plus accessible et plus efficace afin de positionner la VCDA comme la première destination pour l'apprentissage du développement en Afrique, en offrant des programmes de pointe qui répondent aux défis actuels et anticipent les besoins futurs.

« La VCDA illustre l'engagement de la Banque en faveur du développement durable, en tirant parti de l'innovation numérique pour élargir les possibilités d'apprentissage et donner aux institutions et aux individus africains les moyens de mener à bien leurs propres programmes de développement. »

Scannez ici pour en savoir plus sur la VCDA :
<https://vcda.afdb.org/en/reports>



AMÉLIORER LA GESTION DES POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES EN AFRIQUE : OPPORTUNITÉS, DÉFIS ET RÔLE DE L'INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Dr. ERIC OGUNLEYE

DIRECTEUR • ECAD



Pour en savoir plus :
<https://veda.afdb.org/en/reports>



Une gestion efficace des politiques macroéconomiques est la pierre angulaire du développement durable et de la résilience économique de l'Afrique. Alors que le continent navigue dans un paysage économique mondial dynamique, l'amélioration de ses cadres macroéconomiques est essentielle pour relever les défis de longue date et saisir les nouvelles opportunités. La CEDEAO joue un rôle essentiel dans ce processus, en fournissant un soutien au renforcement des capacités, en encourageant le partage des connaissances et en faisant progresser la recherche pour renforcer la gestion des politiques dans toute l'Afrique.

Opportunités pour la gestion des politiques macroéconomiques : L'Afrique est particulièrement bien placée pour exploiter plusieurs possibilités de renforcer la gestion de sa politique macroéconomique. La diversification économique reste une opportunité majeure pour le continent, qui est riche en ressources naturelles, mais fortement dépendant des produits de base pour ses recettes d'exportation. En exploitant d'autres secteurs, tels que les services, l'industrie manufacturière et la technologie, les économies africaines peuvent réduire leur vulnérabilité à la volatilité des prix des matières premières et aux chocs extérieurs.

L'intégration régionale offre une autre opportunité importante. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde, est une initiative transformatrice visant à stimuler le commerce intra-africain et à harmoniser les politiques économiques. En créant des marchés plus vastes et en favorisant la coopération économique, la ZLECAf a le potentiel de renforcer la stabilité et la résilience macroéconomiques.

En outre, la transformation numérique en cours sur le continent offre une voie d'amélioration essentielle. Les technologies numériques ont déjà démontré leur potentiel pour renforcer l'inclusion financière, améliorer la prestation des services publics et soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Les pays qui adoptent les outils numériques peuvent acquérir un avantage concurrentiel dans la conception et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques efficaces.

Les défis de la gestion des politiques macroéconomiques: Malgré ces opportunités, les pays africains sont confrontés à des défis importants dans la gestion de leurs environnements macroéconomiques. La viabilité de la dette est devenue une préoccupation majeure, de nombreux pays étant aux prises avec des niveaux élevés de dette extérieure et intérieure. Cela limite non seulement leur marge de manœuvre budgétaire, mais accroît également leur vulnérabilité aux chocs économiques, tels que les hausses des taux d'intérêt mondiaux ou les réductions soudaines des prix des produits de base.

La gestion de l'inflation est un autre problème persistant. Plusieurs économies africaines continuent de lutter contre les pressions inflationnistes, dues à des facteurs tels que la dépréciation de la monnaie, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement

et l'augmentation des coûts de l'énergie. Ces pressions minent le pouvoir d'achat, découragent l'investissement et exacerbent les inégalités sociales.

Les capacités institutionnelles ne font qu'aggraver ces problèmes. Des institutions faibles, associées à une expertise technique limitée, empêchent souvent la formulation et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques saines. Cela crée des inefficacités et sape la crédibilité des programmes économiques des gouvernements.

Le rôle de l'Institut africain de développement : ECAD est un acteur clé pour relever ces défis et permettre aux pays de tirer le meilleur parti des opportunités émergentes. Grâce à une série d'initiatives, ECAD s'efforce de renforcer les capacités, de fournir des perspectives politiques fondées sur la recherche et de faciliter le partage des connaissances sur l'ensemble du continent. L'une des contributions les plus importantes d'ECAD est le renforcement des capacités. En organisant des programmes de formation et des ateliers ciblés, par le biais de ses diverses académies de formation, elle dote les décideurs politiques et les fonctionnaires des compétences nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre des politiques macroéconomiques efficaces. Ces programmes portent sur des domaines tels que la gestion budgétaire, la politique monétaire, le financement du climat et la viabilité de la dette, afin que les participants soient prêts à relever les défis économiques contemporains et émergents.

Dans le domaine de la recherche politique, ECAD joue également un rôle essentiel en analysant les tendances économiques et en évaluant l'impact de diverses mesures politiques. Les décideurs disposent ainsi d'informations factuelles qui leur permettent de faire des choix éclairés conformes aux objectifs de développement de leur pays.

L'institut favorise également le partage des connaissances par le biais d'initiatives qui rassemblent des décideurs politiques, des universitaires et des spécialistes du développement pour échanger des idées et des bonnes pratiques, promouvant ainsi une culture de collaboration et d'apprentissage mutuel à travers le continent.

Tracer la voie à suivre : Le renforcement de la gestion des politiques macroéconomiques est essentiel pour que l'Afrique puisse réaliser ses aspirations en matière de développement. En saisissant les opportunités offertes par la diversification économique, l'intégration régionale et la transformation numérique, et en relevant les défis urgents tels que la viabilité de la dette et la capacité institutionnelle, le continent peut jeter les bases d'une croissance résiliente et inclusive. Les efforts de l'Institut en matière de renforcement des capacités, de recherche et de partage des connaissances sont déterminants dans cette démarche. En aidant les pays à élaborer et à mettre en œuvre des politiques macroéconomiques solides, ECAD contribue à libérer tout le potentiel de l'Afrique, garantissant ainsi un avenir plus prospère et plus durable pour tous.



RENFORCER LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE PAR L'ÉVALUATION: L'IMPACT D'IDEV SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

M^{me} KAREN ROT-MÜNSTERMANN

ÉVALUATRICE GÉNÉRALE • IDEV



Dans la quête d'un développement transformateur à travers l'Afrique, le Département Évaluation indépendante du développement (IDEV) du Groupe de la Banque se fait le champion d'une culture de l'évaluation. La mission d'IDEV est centrée sur l'amélioration de l'impact de la Banque sur le développement grâce à des évaluations rigoureuses qui promeuvent la responsabilité, l'apprentissage et, surtout, une culture de l'évaluation en plein essor dans les PMR.

Renforcer les capacités des décideurs grâce à des plateformes: IDEV a joué un rôle déterminant dans le lancement et le soutien

d'initiatives visant à élever les pratiques d'évaluation à travers le continent. L'APNODE (le réseau des parlementaires africains sur l'évaluation du développement), créé en 2014, en est une illustration. Cette initiative permet aux parlementaires de plus de 20 pays d'acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour plaider en faveur de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Par le biais de forums, de formations et de partenariats, APNODE se fait le champion de la prise de décision fondée sur des données probantes et encourage des écosystèmes d'évaluation plus solides pour élaborer des politiques qui favorisent une croissance inclusive.

De même, IDEV a contribué à la création de la plateforme d'évaluation des institutions régionales de développement en Afrique (EPRADI) et à la promotion de l'excellence parmi les institutions de développement et les communautés économiques, notamment la BIDC, la BOAD, la DBSA, la TDB, le COMESA, et l'UEMOA. Grâce à des événements tels que la table ronde de septembre 2024 (table ronde annuelle), qui a validé une étude sur les capacités institutionnelles, l'EPRADI constitue un centre de partage des meilleures pratiques et de promotion des normes d'évaluation professionnelle.

Renforcement des capacités d'évaluation dans les PMR : IDEV est un partenaire clé de Twende Mbele, une initiative d'apprentissage par les pairs visant à intégrer les pratiques d'évaluation dans six pays (Afrique du Sud, Bénin, Ghana, Kenya, Ouganda et Niger), qui prévoit une expansion de ses activités. En prodiguant des conseils sur les activités stratégiques et l'élaboration des politiques, IDEV veille à ce que l'évaluation devienne un aspect essentiel de la gouvernance dans ces pays. En outre, IDEV soutient les évaluateurs professionnels dans les PMR, en parrainant les jeunes évaluateurs et les évaluateurs émer-

gents pour qu'ils participent à des forums régionaux et mondiaux, où ils échangent des idées et créent des réseaux qui renforcent leur expertise.

Promotion du plaidoyer à l'échelle mondiale et régionale : Au-delà de l'Afrique, IDEV contribue au paysage mondial de l'évaluation. En tant que partenaire d'EvalPartners, IDEV a mené des discussions lors du IVe Forum mondial de l'évaluation à Rabat, en se concentrant sur les pratiques d'évaluation innovantes. Lors de la conférence sur les capacités nationales d'évaluation à Pékin, IDEV a encore démontré son engagement en finançant des participants des PMR dans le but d'amplifier les perspectives africaines lors des dialogues mondiaux.

Perspectives d'avenir : Grâce à ses initiatives, IDEV cultive un écosystème d'évaluation qui donne aux dirigeants et aux institutions les moyens de prendre des décisions éclairées et ayant un impact. En affinant sa stratégie de développement des capacités d'évaluation (DCE) dans le cadre du programme de travail 2025-2027, IDEV est prêt à adopter une approche plus structurée et transformatrice pour faire progresser l'évaluation dans toute l'Afrique.



Avec IDEV en première ligne, l'évaluation n'est plus seulement un outil technique - c'est un puissant moteur de développement durable et inclusif à travers le continent.

Pour plus d'informations sur le travail passionnant d'IDEV, visitez notre site : <https://idev.afdb.org/fr>





PRÉSENTATION DES LACUNES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS : L'INITIATIVE C-CDNA, MOTEUR DU CHANGEMENT DANS LES ÉTATS EN TRANSITION

Dr. ANN SOW DAO

CHEFFE DE DIVISION • ECAD.1

L'initiative d'évaluation des besoins des pays en matière de renforcement des capacités (C-CDNA) de la Banque est une initiative qui change la donne dans le cadre de la Stratégie de développement des capacités 2021-2025 de la Banque, conçue pour améliorer l'efficacité des programmes et renforcer les résultats en matière de développement dans les PMR. Plus qu'un outil de formation traditionnel, l'initiative C-CDNA vise à doter les institutions, les organisations et les individus de connaissances exploitables, d'outils stratégiques et de compétences pour relever les défis structurels et optimiser la performance des investissements publics.

L'initiative C-CDNA fournit une analyse approfondie des besoins en capacités de chaque pays, contribuant à façonner des documents essentiels de la Banque tels que les

documents de stratégie pays (DSP), les documents de stratégie d'intégration régionale (DSIR) et les opérations sectorielles des High 5. En adoptant une approche collaborative et axée sur les résultats, l'initiative garantit que ses recommandations s'attaquent directement aux causes profondes de la sous-performance, tout en favorisant une plus grande responsabilisation et une meilleure appropriation des processus de développement par les pays.

Quatre évaluations ont été réalisées pour la Guinée-Bissau, la République centrafricaine, la Somalie et le Soudan du Sud, ainsi que des ateliers nationaux, organisés tout au long de l'année 2024, réunissant les parties prenantes et les partenaires du développement sous l'égide du gouvernement. Ces ateliers ont permis d'identifier les contraintes en matière de capacités, notamment l'instabi-



lité politique, la faiblesse de l'environnement institutionnel, l'insuffisance des mécanismes de responsabilisation et l'expertise limitée en matière de conception, de suivi et de mise en œuvre des projets. Les lacunes spécifiques à chaque pays, telles que les inefficacités réglementaires, l'inadéquation des cycles budgétaires et de passation des marchés, et les structures inadéquates de dialogue sur les politiques, ont également été mises en évidence.

Afin d'encourager l'action, un rapport de synthèse consolide les résultats, soulignant le besoin urgent d'interventions stratégiques de renforcement des capacités dans les contextes fragiles. La Banque, en étroite coordination avec ECVP et d'autres départements, s'efforce de combler ces lacunes, en veillant à ce que les PMR, en particulier les plus fragiles, deviennent plus résilients et puissent obtenir des résultats en matière de développement inclusif et durable.

L'initiative C-CDNA n'est pas seulement un outil ; c'est un engagement à repenser la manière dont les capacités de développement sont bâties, en veillant à ce que la croissance de l'Afrique soit tirée par des institutions autonomes et une gouvernance efficace.

Une fois prêts, tous les rapports seront consultables à l'adresse suivante :
<https://vcda.afdb.org/en/reports>





LE CADRE ADOA DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT: PROMOUVOIR UN FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT EFFICACE EN AFRIQUE

Dr. EUGENE BEMPONG NYANTAKYI

CHEF DE DIVISION • ECMR.2

Le cadre ex ante d'évaluation de l'additionnalité et des résultats du développement (ADOA) de la Banque, introduit en 2008, est devenu un outil transformateur qui permet d'évaluer et d'améliorer l'efficacité des investissements du secteur privé. Conçu pour articuler la proposition de valeur de la Banque et les effets catalytiques de ses interventions, l'ADOA n'a cessé d'évoluer pour répondre aux exigences complexes du financement du développement. Sa version la plus avancée, lancée en 2023, représente l'aboutissement de plus d'une décennie de perfectionnement, renforçant la capacité de la Banque à stimuler le développement économique par le biais d'évaluations solides et fondées sur des données probantes.

Plus qu'un simple outil interne, le cadre ADOA a révolutionné la manière dont les institutions de financement du développement (IFD) nationales et régionales à travers l'Afrique mesurent et renforcent leur impact sur le développement. Depuis plus d'une décennie, la Banque partage son expertise en proposant des formations ciblées, dotant les IFD des compétences nécessaires pour évaluer les investissements, naviguer dans la dynamique du marché et évaluer la viabilité des projets. Ce transfert de connaissances s'est avéré inestimable, d'autant plus que ces institutions, grâce à leur expertise locale approfondie et à leur proximité avec les clients, servent de canaux essentiels pour le financement du développement. En adoptant les principes de l'ADOA, les IFD sont mieux équipées pour canaliser efficacement les ressources et maintenir des normes élevées en matière d'évaluation de l'impact.

Un exemple frappant de l'application pratique du cadre a été donné en juillet 2024, lorsque la Banque a organisé une session intensive de formation ADOA pour la Banque de développement de Namibie. Plus de 39 membres du personnel ont reçu une formation sur mesure alignée sur leurs objectifs stratégiques, démontrant comment le cadre s'adapte aux contextes nationaux tout en respectant des normes rigoureuses. Cette formation souligne l'adaptabilité de l'ADOA et son rôle dans le renforcement des capacités institutionnelles pour des investissements à fort impact.

L'influence du cadre s'étend encore plus loin, inspirant des institutions telles que la Banque de développement de l'Afrique de l'Ouest à développer le Cadre de mesure des résultats et de l'impact du développement, et des initiatives similaires par les Banques de développement du Rwanda et de la Namibie. Ces adaptations illustrent la manière dont les

principes fondamentaux de l'ADOA (prise de décision fondée sur des données probantes et accent mis sur des résultats mesurables) peuvent être adaptés aux priorités et aux défis régionaux, créant ainsi un effet d'entraînement qui renforce la responsabilité et l'impact sur l'ensemble du continent.

Alors que la demande de formation ADOA augmente, le Département des politiques, des prévisions et de la recherche macro-économiques de la Banque (ECMR) trace une voie systématique pour intensifier les efforts de renforcement des capacités. Cette expansion stratégique vise à renforcer l'écosystème du financement du développement en Afrique, en favorisant la cohérence des pratiques d'évaluation de l'impact tout en permettant une certaine flexibilité pour les nuances régionales. En intégrant ses principes à travers l'Afrique, la Banque donne aux IFD les moyens d'obtenir des résultats durables et percutants, établissant ainsi une référence en matière de financement du développement qui continue de stimuler la croissance économique et la résilience à travers le continent.

Le cadre ADOA est devenu un catalyseur de changement dans le financement du développement.



LA TRANSFORMATION : SOUTENIR LES ÉCONOMIES DES CANTONS EN AFRIQUE

M^{me}. NDEYE ABSA GNINGUE

CHARGÉE DE LA PLATEFORME D'INNOVATION • AHHD.2/RDGS

avec les municipalités de Tshwane et d'Ekurhuleni, ainsi qu'avec l'Institut de planification entrepreneuriale, le laboratoire a jusqu'à présent dispensé une formation à 41 OSE, améliorant ainsi leur compétitivité et créant des opportunités d'emploi significatives pour les communautés vulnérables.

Le succès du programme a été largement salué pour son impact transformateur. Ses résultats soulignent son immense potentiel en tant que cadre reproductible pour le soutien aux entreprises des cantons, ouvrant la voie à une économie plus compétitive et plus inclusive. Il démontre également comment une formation et un mentorat ciblés peuvent améliorer la compétitivité socio-économique des entreprises des cantons tout en s'attaquant aux problèmes systémiques du chômage. En investissant dans les économies des cantons, la Banque donne aux entrepreneurs africains les moyens de stimuler la croissance économique et l'innovation, transformant ainsi les communautés mal desservies en moteurs de progrès. Les projets incluent une collaboration avec le département de la Banque pour les États en transition (RDTS) afin de créer des modèles évolutifs alignés sur la stratégie de l'emploi pour les jeunes en Afrique, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Le projet de formation numérique des organisations de soutien aux entreprises des cantons est plus qu'un projet, c'est un plan d'action pour le développement durable.

Dans le cadre d'un effort novateur visant à promouvoir une croissance économique inclusive, le laboratoire d'innovation et d'entrepreneuriat de la Banque (ELab) a lancé le projet de formation numérique des organisations de soutien aux entreprises des cantons en juillet 2024, avec le financement du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) de la Suisse. Cette initiative pionnière pilotée à Tshwane et Ekurhuleni, en Afrique du Sud, souligne l'immense potentiel des économies des cantons - des centres dynamiques d'activité entrepreneuriale évalués à environ 100 milliards de rands (environ 5,5 milliards d'USD) par an.

Axé sur les organisations de soutien aux entreprises (OSE) telles que les incubateurs, les accélérateurs, les gestionnaires de fonds et les intermédiaires soutenant les petites et moyennes entreprises, le projet est une pierre angulaire de la promotion d'un succès commercial durable et de la création d'emplois de qualité pour les jeunes hommes et les jeunes femmes dans les communautés aux ressources limitées.

L'initiative s'aligne parfaitement sur le programme de soutien aux villes de l'Afrique du Sud dans le cadre du programme de développement économique. En étroite collaboration



DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION FINANCIÈRE : OUVRIR LA VOIE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE

M. SAM SAKWA

CHARGÉ DE MISSION POUR LA GESTION FINANCIÈRE EN CHEF • SNFI.O



Le développement des capacités en matière de gestion financière n'est pas seulement un exercice technique ; il s'agit d'une voie essentielle vers le développement durable et la gouvernance en Afrique.

Une gestion financière efficace est essentielle pour les opérations de développement, car elle garantit que les ressources sont utilisées de manière efficace, transparente et durable. Pour le Groupe de la Banque et ses PMR, le renforcement des capacités de gestion financière est plus qu'une mesure de conformité - c'est une priorité stratégique qui favorise la résilience économique et les résultats de développement à long terme.

La gestion financière englobe la budgétisation, la comptabilité, les contrôles internes, l'établissement de rapports et l'audit afin de garantir une gestion responsable des fonds. Des systèmes de gestion financière solides favorisent la transparence et la responsabilité, contribuant ainsi à instaurer la confiance entre les donateurs, les gouvernements et les citoyens. Ils améliorent également l'efficacité en minimisant les retards, en réduisant le gaspillage des ressources et en garantissant l'optimisation des ressources, tout en donnant aux PMR les moyens de soutenir et d'étendre les projets au-delà du financement de la Banque.

Malgré son importance, la gestion financière se heurte, dans de nombreux PMR, à des difficultés telles que des capacités institutionnelles limitées, des contrôles internes faibles, des systèmes fragmentés et des lacunes en matière de conformité réglementaire. Ces obstacles peuvent entraver la gouvernance, retarder l'exécution des projets et réduire l'accès aux financements extérieurs.

La Banque a donc donné la priorité au développement des capacités de gestion financière dans le cadre de sa mission plus large de renforcement de la gouvernance et des résultats du développement dans les PMR. Son approche comprend des pro-

grammes de renforcement des capacités, une assistance technique et des collaborations avec les institutions supérieures de contrôle (ISC) afin d'assurer le contrôle externe des fonds de développement. La Banque procède également à des évaluations des risques fiduciaires dans les pays afin d'identifier les risques et d'aligner les cadres nationaux et ceux des donateurs. En intégrant le développement des capacités de gestion financière dans ses opérations, la Banque aide les PMR à améliorer l'utilisation des ressources, à attirer la confiance des donateurs, à accélérer l'exécution des projets et à mettre en place des institutions plus solides.

Regard sur l'avenir : amplifier l'impact : pour renforcer l'efficacité du développement des capacités de gestion financière, la Banque préconise l'adoption de solutions numériques qui permettent d'automatiser les processus financiers, d'améliorer la précision et de rationaliser l'établissement des rapports. La promotion de l'apprentissage par les pairs entre les PMR peut favoriser l'échange de bonnes pratiques, tandis que le dialogue sur les politiques avec les gouvernements peut assurer l'alignement sur les normes internationales. Un suivi et une évaluation réguliers des initiatives de renforcement des capacités sont également essentiels pour maintenir leur pertinence et leur durabilité. En intégrant de solides systèmes de gestion financière dans ses opérations, la Banque donne aux PMR les moyens de s'approprier leurs programmes de développement, d'améliorer la gouvernance et de renforcer la résilience. En améliorant leurs cadres de gestion financière, les PMR jettent les bases de la transparence, de la responsabilisation et de l'efficacité, favorisant ainsi un progrès inclusif sur tout le continent.





FAVORISER LES VISITES DE COURTE DURÉE EN TANT QU'APPROCHE ABORDABLE ET INNOVANTE DU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

DR. ASSI OKARA

ÉCONOMISTE DE RECHERCHE SUPÉRIEUR • ECMR.1

Un développement efficace des capacités qui soutient une croissance inclusive et durable nécessite des ressources techniques et financières pour une mise en œuvre réussie. Malgré des efforts remarquables en vue de mobiliser des ressources pour le renforcement des capacités en Afrique, il reste beaucoup à faire pour s'assurer que les fonctionnaires et les acteurs du secteur privé maintiennent leurs capacités et les alignent sur un environnement mondial qui évolue rapidement. Dans ce contexte, des approches complémentaires rentables et faciles à mettre en œuvre peuvent jouer un rôle essentiel.

Un article de [Mbaye et coll. \(2023\)](#) révèle que la mobilité internationale à court terme de la main-d'œuvre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique, est un mécanisme efficace de transfert des connaissances et d'encouragement de l'innovation, qui contribue au renforcement des capacités. L'article illustre ce propos en prenant l'exemple d'un échange temporaire : un ingénieur africain en visite en Amérique du Nord et un médecin nord-américain en visite en Afrique.

Ces échanges, bien qu'ils ne modifient pas le nombre permanent de personnes dans les deux régions, facilitent le partage des connaissances sur les procédures médicales, les défis en matière d'ingénierie et leurs solutions. Les deux régions acquièrent des connaissances productives, créant ainsi une relation mutuellement bénéfique sans gagnant ni perdant.

L'Afrique a souvent été confrontée à la délocalisation de personnes hautement qualifiées vers des pays à revenus plus élevés situés en dehors du continent. Si ces migrations peuvent représenter une perte physique de main-d'œuvre hautement qualifiée, elles offrent également aux pays d'origine la possibilité de tirer parti de l'expertise que ces migrants acquièrent à l'étranger. Les visites professionnelles ou d'affaires à court terme, qu'elles soient virtuelles ou en personne, peuvent contribuer à atteindre cet objectif, tout en offrant à la diaspora africaine qualifiée un moyen de rendre à leur pays d'origine, qui dans de nombreux cas a fourni l'éducation et la formation de base qui ont façonné leurs carrières, souvent à des coûts subventionnés.

La circulation des personnes étant souvent le moteur de la circulation des idées et de l'innovation, la mobilité internationale à court terme pourrait être un outil stratégique de renforcement du capital humain. Des initiatives récentes telles que la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et le projet de passeport africain de l'Union africaine ont suscité des discussions sur l'intégration régionale et la mobilité de la main-d'œuvre. Si elles sont mises en œuvre efficacement,

ces politiques pourraient débloquer des possibilités de partage des connaissances en Afrique et au-delà, ce qui soutiendrait considérablement les efforts de renforcement des capacités. Toutefois, des obstacles persistants subsistent. Par exemple, malgré les engagements pris par les communautés économiques régionales (CER) africaines de faciliter la libre circulation, 46 % des voyages intra-africains nécessitent toujours un visa, selon le [Rapport Indice d'ouverture sur les visas en Afrique de 2024](#).

En faisant progresser le développement des capacités, les gouvernements et les institutions régionales devraient donc prêter attention à des stratégies abordables, indirectes et ayant un impact sur la promotion de l'innovation et de la productivité, telles que la mobilité de la main-d'œuvre. Il s'agit d'un moyen « facile » dans la mesure où il ne nécessite pas la réaffectation des ressources qui accompagne les migrations permanentes. Parmi les mesures pratiques visant à renforcer la mobilité, on peut citer : la suppression des obstacles à la libre circulation des personnes en Afrique ; la mise en place de cadres pour les programmes d'échange entre les universités et les centres de recherche africains et leurs homologues à l'intérieur et à l'extérieur du continent ; la création de plateformes pour engager la diaspora africaine dans un processus d'encadrement et de partage des connaissances avec les « laissés-pour-compte ». Ces stratégies représentent des moyens pratiques et rentables de renforcer le développement des capacités et de promouvoir une croissance durable et inclusive en Afrique.

PLEINS FEUX SUR LES PARTENAIRES

RENFORCER LES CAPACITÉS DE L'AFRIQUE FRANCOPHONE EN MATIÈRE DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE | LE PARTENARIAT POUR LE CND



L'Afrique francophone est confrontée à de graves vulnérabilités climatiques, notamment des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations, qui menacent l'agriculture, les ressources en eau, les infrastructures et les moyens de subsistance. Malgré l'urgence, la région reçoit beaucoup moins de financements pour le climat que d'autres régions. Pour combler cette lacune, le Partenariat pour le PND, en collaboration avec Climate Action Africa, a lancé le Programme régional de renforcement des capacités sur le financement de l'adaptation au changement climatique en Afrique francophone du Nord et subsaharienne. L'atelier inaugural du programme, qui s'est tenu à Abidjan, en Côte d'Ivoire, a rassemblé des décideurs politiques et des experts afin de lever les obstacles à l'accès au finan-

cement climatique et d'améliorer les compétences techniques en matière de conception et de gestion de projets d'adaptation.

Les participants ont identifié des défis tels que la complexité des mécanismes de financement, les questions de gouvernance, l'insuffisance des données climatiques et les barrières linguistiques qui empêchent un accès efficace aux fonds climatiques internationaux. Pour surmonter ces problèmes, le programme propose des sessions de formation sur mesure, encourage la prise de décision fondée sur des données et met l'accent sur la collaboration avec des organisations clés telles que le Fonds vert pour le climat et le Fonds d'adaptation. L'atelier a également souligné l'importance d'impliquer le secteur privé, de rationaliser les processus de demande et de fournir un soutien

bilingue afin d'améliorer l'accessibilité pour les pays francophones.

En relevant ces défis cruciaux, l'initiative vise à donner aux pays africains francophones les moyens d'obtenir les ressources nécessaires à l'adaptation au climat, de renforcer la résilience et de favoriser le développement durable. Le renforcement de la collaboration entre le Partenariat pour le PND et la Banque africaine de développement pourrait encore accélérer les efforts, en tirant parti de l'expertise des deux organisations pour débloquer des financements plus importants et mettre en œuvre des projets d'adaptation au climat ayant un impact dans toute la région. Ensemble, ces efforts visent à faire en sorte qu'aucun pays ne soit laissé pour compte face à la crise climatique.

Le Partenariat pour le CND rassemble plus de 200 membres, dont plus de 130 pays, développés et en développement, et plus de 100 institutions, pour créer et mettre en œuvre des actions climatiques ambitieuses qui contribuent à la réalisation de l'Accord de Paris et des Objectifs de développement durable (ODD).





ACTIVITÉS RÉCENTES DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

CRÉER UN ÉLAN EN FAVEUR D'UN PROGRÈS DURABLE

ECAD continue d'ouvrir la voie en répondant aux besoins évolutifs des PMR en matière de développement des capacités. Grâce à des programmes innovants, des interventions sur mesure et des partenariats stratégiques, l'Institut façonne le paysage des capacités à travers l'Afrique. Au vu des activités récentes (au cours des six derniers mois), il est évident que les initiatives de l'Institut ne se contentent pas de combler les lacunes en matière de connaissances, mais qu'elles favorisent activement l'innovation politique et la transformation institutionnelle. Des académies virtuelles aux cliniques d'assistance technique et aux dialogues sur les politiques, les efforts de développement des capacités de la Banque aident les PMR à relever des défis complexes et à saisir de nouvelles opportunités. La section suivante met en lumière les principales étapes et les événements marquants de ces derniers mois, illustrant l'ampleur et la profondeur de notre travail.



ÉDITION 2024 DE LA SÉRIE DE SÉMINAIRES D'ÉMINENTS CONFÉRENCIERS KOFI ANNAN

« REPENSER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : LE PRÉSIDENT MICHAEL D. HIGGINS DONNE LE COUP D'ENVOI DE L'ÉDITION 2024 DE LA SÉRIE DE CONFÉRENCES KOFI ANNAN. »



La série de séminaires d'éminents conférenciers Kofi Annan (KAESLS) sert de plateforme centrale pour l'échange de points de vue qui façonnent les politiques de développement de l'Afrique. Créée en 2006 et rebaptisée en 2019 en l'honneur de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, la série a accueilli d'éminents dirigeants et des lauréats du prix Nobel, enrichissant les dialogues sur les politiques et offrant des solutions adaptées aux défis uniques du continent.

Le 7 novembre 2024, la série a accueilli le président irlandais Michael D. Higgins, qui a donné une conférence intitulée « Assurer la sécurité alimentaire grâce à la mondialisation par le bas : enjeux de la transformation structurelle, de l'économie inclusive et du développement durable en Afrique ». Cet événement hybride a attiré plus de 1000 participants dans le monde entier, ce qui souligne son importance.

Dans son discours, le président Higgins a souligné la nécessité d'aller au-delà des réponses humanitaires réactives à la famine et à l'insécurité alimentaire. Il a plaidé pour que l'on s'attaque aux causes structurelles de la faim en promouvant une approche de « mondialisation par le bas », qui considère la sécurité alimentaire comme une composante essentielle des services de base universels. Cette perspective s'aligne sur les Objectifs de développement durable des Nations Unies, les priorités de développement High 5 de la Banque et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, visant à autonomiser les communautés locales et à assurer un développement durable.

Le président Higgins a également souligné la grave crise de la dette à laquelle sont confrontées de nombreuses nations africaines, faisant remarquer que le service de la dette dépasse souvent les dépenses sociales, entravant ainsi les investissements dans la



santé, l'éducation et les infrastructures. Il a appelé à des efforts internationaux pour alléger ce fardeau, en suggérant que la réduction des paiements du service de la dette pourrait libérer des ressources substantielles pour des initiatives sociales et environnementales en Afrique subsaharienne. La conférence a également permis d'aborder la question urgente des conflits, tels que la situation au Soudan, qui exacerbent les crises alimentaires et l'instabilité régionale. Le président Higgins a appelé à des cessez-le-feu immédiats et à des stratégies globales pour prévenir les catastrophes pour l'humanité et promouvoir la paix.

M. Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement, a ouvert la conférence en soulignant l'importance cruciale de la sécurité alimentaire en Afrique. Il a souligné la nécessité de mettre

en place des solutions innovantes et des efforts de collaboration pour s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la malnutrition sur le continent.

Le modérateur, M. Victor Oladokun, a clôturé la session en soulignant l'importance des idées partagées au cours de la conférence. Il a réitéré la nécessité d'une action collective et de la mise en œuvre des stratégies examinées pour parvenir à un développement durable et à la sécurité alimentaire en Afrique.

L'édition 2024 de KAESLS 2024 a renforcé l'engagement de la Banque africaine de développement à favoriser les dialogues qui inspirent des solutions réalisables pour le développement de l'Afrique, comme l'a déclaré le professeur Kevin Urama, Économiste en chef et Vice-président (ECVP) dans son discours d'ouverture de la session.



President Michael D. Higgins



M. Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement, a ouvert la conférence en soulignant l'importance cruciale de la sécurité alimentaire en Afrique. Il a souligné la nécessité de mettre en place des solutions innovantes et des efforts de collaboration pour s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la malnutrition sur le continent.

Le modérateur, M. Victor Oladokun, a clôturé la session en soulignant l'importance des idées partagées au cours de la conférence. Il a réitéré la nécessité d'une action collective et de la mise en œuvre des stratégies examinées pour parvenir à un développement durable et à la sécurité alimentaire en Afrique.



L'édition 2024 de KAESLS 2024 a renforcé l'engagement de la Banque africaine de développement à favoriser les dialogues qui inspirent des solutions réalisables pour le développement de l'Afrique, comme l'a déclaré le professeur Kevin Urama, Économiste en chef et Vice-président (ECVP) dans son discours d'ouverture de la session.



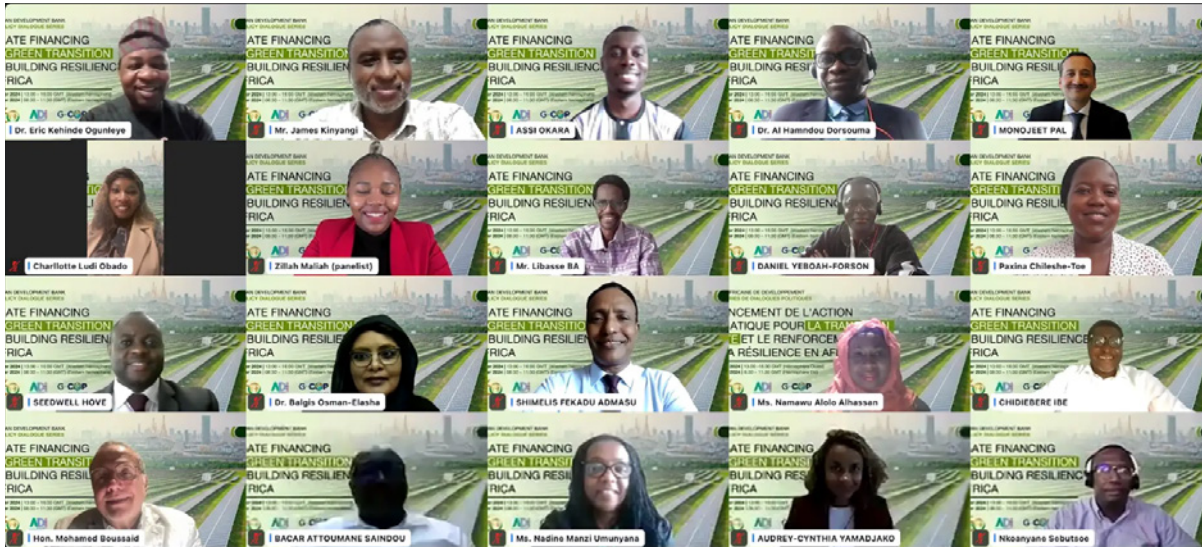
En présentant des leaders d'opinion comme le président Higgins, la série continue de fournir des perspectives précieuses sur la réalisation d'une croissance durable et d'une résilience à travers le continent



L'intégralité de l'événement peut être consultée à l'adresse suivante:
<https://www.afdb.org/pt/news-and-events/multimedia/video/kofi-annan-eminent-speakers-lecture-2024-president-irelands-keynote-address-78804>



L'AFRIQUE SE MOBILISE POUR LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE AVANT LA COP29 : FAITS SAILLANTS DE LA 12^E COMMUNAUTÉ MONDIALE DE PRATIQUE DE LA BANQUE



Les 30 et 31 octobre 2024, la Banque a organisé le 12^e dialogue sur les politiques de la Communauté mondiale de pratique (G-CoP), sur le thème « Financement du changement climatique et renforcement de la résilience ». Cet événement crucial a rassemblé plus de 200 participants du monde entier pour répondre au besoin urgent de l'Afrique en matière de financement climatique, compte tenu de la vulnérabilité disproportionnée du continent au changement climatique. Bien qu'elle contribue le moins aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, l'Afrique est confrontée à certains des impacts climatiques les plus graves, perdant, selon les estimations, de 5 à 15 % de son PIB par habitant chaque année. D'ici 2030, l'Afrique aura besoin de 242,4 milliards d'USD par an pour répondre efficacement aux défis climatiques, mais le continent ne reçoit actuellement qu'une part marginale de 4,5 % du financement mondial de la lutte contre le changement climatique.

L'événement virtuel a été conçu pour permettre une participation mondiale, avec des

sessions adaptées aux publics de l'hémisphère occidental et de l'hémisphère oriental. Il a réuni des intervenants, des panélistes et des participants de renom provenant d'organisations réputées telles que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Centre mondial pour l'adaptation (CMA) et l'Alliance financière de Glasgow pour le net zéro. La collaboration avec l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC) et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) a encore renforcé la portée et l'impact du dialogue.

Les discussions qui ont eu lieu pendant ces deux jours ont porté sur des thèmes essentiels, notamment le rôle des gouvernements, des institutions multilatérales, de l'aide bi-

latérale et du secteur privé dans la mobilisation du financement de la lutte contre le changement climatique pour la transition verte de l'Afrique. Les points de vue de la société civile ont ajouté de la profondeur, soulignant le besoin de transparence et d'équité dans l'allocation des fonds climatiques.

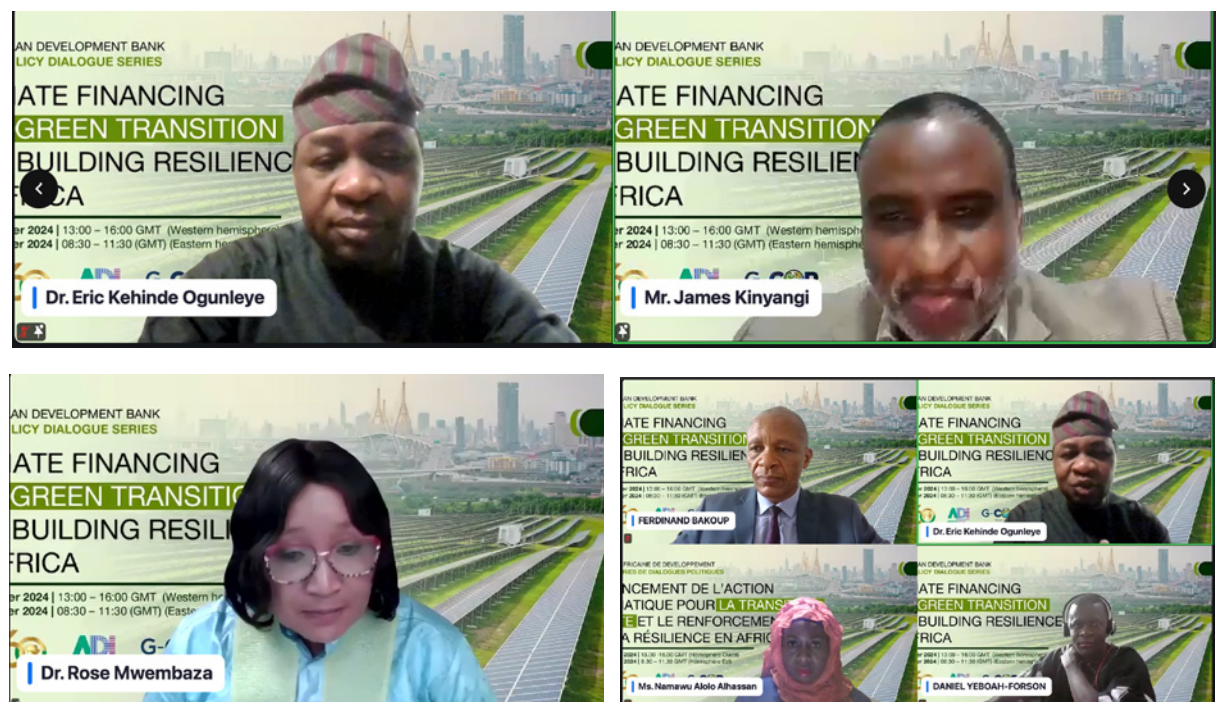
Le dialogue s'est conclu par une série de recommandations percutantes. Les gouvernements africains ont été invités à entreprendre des réformes institutionnelles et réglementaires afin de créer un environnement propice à la mobilisation du financement climatique. Les efforts visant à intensifier la mobilisation des ressources nationales, à renforcer la gestion des finances publiques et à lutter contre les flux financiers illicites ont été jugés essentiels pour financer les énergies renouvelables, l'agriculture durable

et les infrastructures résilientes. Les institutions multilatérales et bilatérales ont été invitées à soutenir le renforcement des capacités et à développer une expertise technique pour aider les gouvernements et les acteurs du secteur privé à préparer et à gérer des projets verts susceptibles d'être financés.

Les institutions bilatérales ont été encouragées à introduire des réformes politiques et des incitations, telles que des cadres pour les énergies renouvelables et des instruments de financement verts tels que les obligations vertes, afin d'attirer des investissements durables. Le secteur privé a été invité à intensifier ses investissements dans les énergies renouvelables, les technologies vertes et les infrastructures durables, tout en favorisant la collaboration avec les gouvernements et les ONG afin d'améliorer la mobilisation et la fourniture de financements pour le climat. Les groupes de la société civile ont été chargés de sensibiliser à la faible part de l'Afrique dans le financement mondial de la lutte contre le changement climatique, de plaider en faveur d'une répartition équitable des ressources et de promouvoir la transparence en contrôlant le décaissement et l'utilisation des fonds.

Le dialogue sur les politiques a renforcé l'urgence de ces actions, soulignant le besoin critique d'efforts collectifs pour renforcer la résilience et atténuer les effets néfastes du changement climatique en Afrique. En alignant les politiques, les ressources et les investissements, le continent peut transformer ses vulnérabilités climatiques en opportunités de croissance durable.

Le 12^e dialogue sur les politiques du G-CoP a rappelé avec force que pour relever les défis du financement du climat en Afrique, il faut une action mondiale audacieuse et coordonnée. La Banque continue de défendre ces efforts, en veillant à ce que la voix du continent soit entendue et que ses besoins soient satisfaits dans le cadre de l'agenda climatique mondial.



ASSURER L'AVENIR ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDE CROISSANTE : PLEINS FEUX SUR LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE AFRICAINE DE 2024



La Conférence économique africaine (AEC), principale plateforme africaine pour le discours économique, a tenu son édition 2024 du 23 au 25 novembre à Gaborone, au Botswana, sur le thème « Assurer l'avenir économique de l'Afrique dans un contexte d'incertitude croissante ». Organisée conjointement par la Banque (le point focal étant ECAD), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'événement de cette année a été dirigé par le PNUD. Organisée dans un mode hybride, la conférence a attiré plus de 350 participants, dont des décideurs politiques, des chercheurs, des spécialistes du développement et des dirigeants du secteur privé, ce qui a favorisé un échange d'idées fructueux.

Le thème a trouvé un écho profond dans le contexte des défis actuels de l'Afrique, avec une croissance du PIB en baisse à 3,1 % en 2023, contre 4,1 % en 2022. Les participants ont abordé des questions telles que la diversification économique limitée, la résistance insuffisante aux chocs et le double impact du changement climatique et des perturbations mondiales, y compris la pandémie de COVID-19. Dans ce contexte, la conférence a exploré quatre domaines essentiels : l'impact de l'incertitude sur les perspectives de développement, les stratégies de renforcement de la résilience, les solutions de financement

innovantes et le rôle transformateur de la technologie.

La conférence s'est ouverte sur les remarques de S.E. Monsieur Duma Boko, Président du Botswana. Duma Boko, président du Botswana, dont la présence a mis en évidence le fort soutien politique dont bénéficie le programme de développement de l'Afrique. Des séances plénières de haut niveau ont donné le ton, avec des leaders d'opinion et des économistes qui ont analysé les incertitudes mondiales et leurs implications pour l'Afrique. Jakkie Cilliers, qui dirige African Futures & Innovation, et le professeur Abhijit Banerjee, lauréat du prix Nobel, ont offert des pers-

pectives convaincantes sur les scénarios économiques futurs et les stratégies de résilience.

Une session notable sur l'innovation technologique a mis en évidence la jeunesse africaine en tant que catalyseur de la stabilité économique, en montrant l'adoption par le continent de l'intelligence artificielle, de la robotique et des technologies vertes. La révolution de l'industrie 4.0, en particulier l'entrepreneuriat des jeunes, a été soulignée comme un moteur de la réduction de la pauvreté et de l'inclusion économique, bien que des préoccupations concernant les risques environnementaux et les disparités technologiques aient été soulevées.

Des sessions de recherche parallèles ont permis d'approfondir les discussions. Des articles ont exploré les répercussions économiques des conflits géopolitiques, y compris la guerre entre la Russie et l'Ukraine, et les retombées macroéconomiques des conflits régionaux. Ces contributions scientifiques ont souligné l'urgence d'atténuer les chocs extérieurs grâce à des politiques solides et à la coopération régionale.

Principales conclusions et recommandations :

La conférence a mis l'accent sur la nécessité de renforcer les chaînes de valeur régionales, en soulignant l'importance de tirer parti du commerce intra-africain et d'une intégration régionale plus profonde comme moyen de contrer le protectionnisme mondial et de renforcer la résilience économique. Les discussions ont également souligné l'urgence de créer des mécanismes de financement innovants, y compris des systèmes de notation de crédit plus robustes et un financement du développement régional, afin d'attirer les investissements et de réduire la dépendance à l'égard de l'aide extérieure. Le rôle de la technologie dans la transformation économique de l'Afrique a été un thème récurrent, les participants plaidant pour l'accélération de l'adoption du numérique et l'autonomisation des jeunes grâce à des politiques ciblées telles que les incitations fiscales et le financement de l'innovation. En outre, l'événement a renforcé son importance en tant que plateforme de renforcement des capacités en matière d'élaboration de politiques, offrant aux jeunes chercheurs africains la possibilité





de contribuer à des réflexions fondées sur des données probantes qui éclairent les politiques et favorisent un développement inclusif sur tout le continent.

Annonces stratégiques : Des publications clés ont été dévoilées, notamment la Stratégie décennale de la Banque africaine de développement (2024-2033) et le Rapport sur l'ouverture des régimes de visa en Afrique, qui visent à faire progresser l'intégration régionale et la facilité de circulation. Ces documents reflètent l'engagement

de l'Afrique en faveur d'une croissance durable et inclusive, même dans un contexte d'incertitude.

Une plateforme de collaboration : Au-delà de ses contributions intellectuelles, la CEA a offert des possibilités inestimables de mise en réseau. Les décideurs politiques, les chercheurs et les dirigeants du secteur privé ont engagé des dialogues qui ont favorisé la collaboration et le consensus sur les stratégies à mettre en œuvre pour relever les défis du développement de l'Afrique.

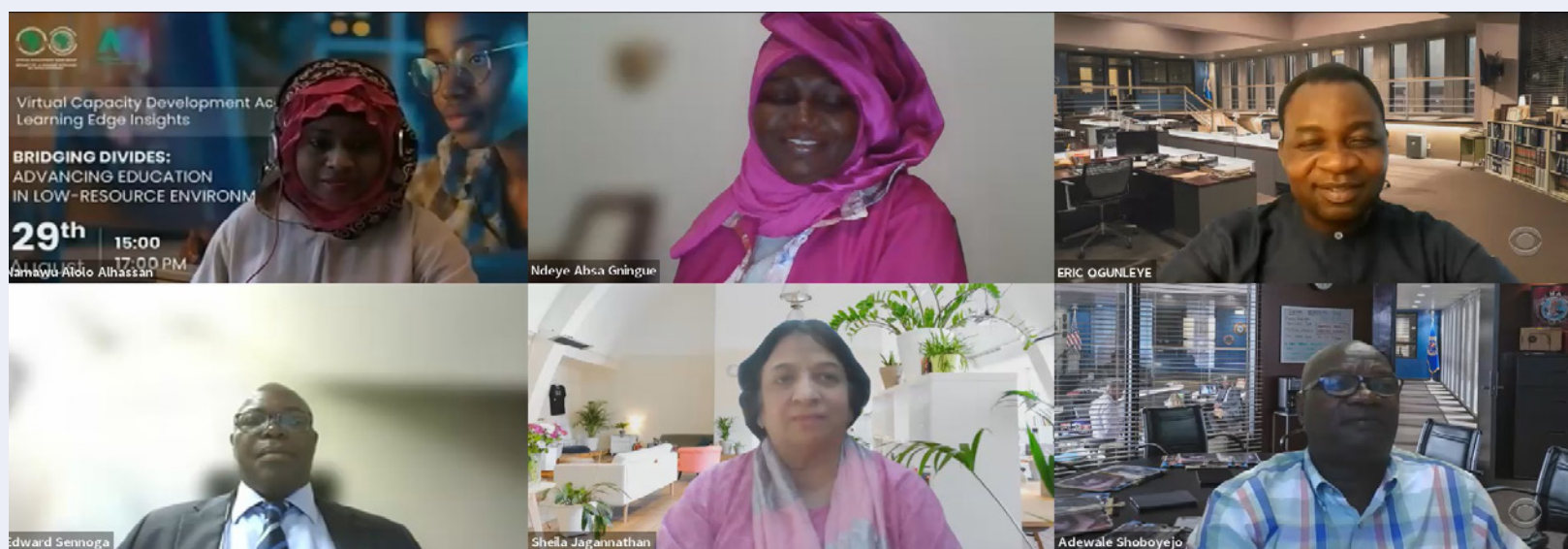
Alors que les rideaux se referment sur la Conférence économique africaine de 2024, l'événement se présente comme une lueur d'espoir et d'action. Il a permis de souligner la résilience et le potentiel de l'Afrique à tracer sa propre voie dans un paysage mondial dynamique, réaffirmant la détermination du continent à s'assurer un avenir économique prospère.



Plus d'informations ici :
<https://aec.afdb.org/en/african-economic-conference-2024>



SÉRIE PERSPECTIVES DE POINTE SUR L'APPRENTISSAGE (LEI) - FAIRE PROGRESSER L'ÉDUCATION DANS LES ENVIRONNEMENTS À RESSOURCES LIMITÉES



La série Perspectives de pointe sur l'apprentissage (LEI) de la Banque, sous l'égide d'ECAD, est une plateforme instructive conçue pour explorer et faire progresser le rôle de l'éducation numérique en Afrique, en particulier dans les environnements à faibles ressources. Cette série reflète l'engagement de la Banque à utiliser des technologies éducatives innovantes pour combler les écarts d'accès et favoriser le développement économique et le progrès social à travers le continent.

Lors de la troisième session de la série, « Comblant les écarts : faire progresser l'éducation dans les environnements à faibles ressources », qui s'est tenue le 29 août 2024, les solutions innovantes dans des environnements difficiles ont été mises à l'honneur. La session a débuté avec Edward Batt, Économiste en chef de la Banque, qui a souligné le potentiel de transformation de l'apprentissage numérique. Cette intervention a ouvert la voie à une série de discussions enrichissantes, renforcées par les points de vue des leaders mondiaux de l'éducation et des experts de la Banque.

Paul Kim, Doyen associé et Directeur de la technologie à l'École d'éducation de l'Université de Stanford, a prononcé un discours liminaire très convaincant. Il a exploré la manière dont les plateformes d'apprentissage peuvent être adaptées pour répondre non seulement aux

défis de la connectivité et de l'énergie, mais aussi aux facteurs environnementaux uniques de l'Afrique. En évoquant des initiatives telles que le plan informatique national du Rwanda et le projet SMILE (Stanford Mobile Inquiry-based Learning Environment), M. Kim a démontré la viabilité des plateformes d'apprentissage mobiles dans des environnements où les ressources sont rares. Il a mis l'accent sur l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) et des technologies émergentes pour améliorer l'éducation, en s'attachant à développer des stratégies durables et personnalisées pour mettre à l'échelle l'éducation dans divers contextes africains.

Le webinaire a également présenté l'évolution de l'Académie virtuelle de développement des capacités (VCD) avec les idées de M. Adewale Shoboyejo, Mme Sheila Jagannathan, Consultante de la Banque, a visualisé les améliorations à venir de la VCD, qui promet d'élargir l'accès et d'améliorer la flexibilité, la rentabilité et l'inclusivité de l'apprentissage.

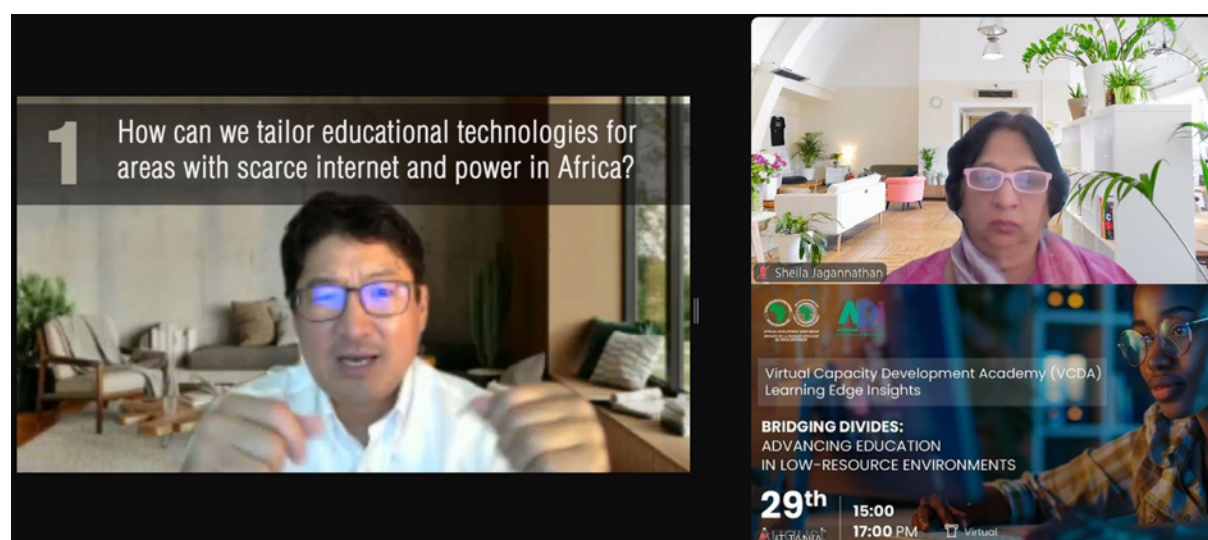
Mme Ndeye Absa Gningue, Chargée de la plateforme d'innovation à la Banque, a présenté le Laboratoire d'innovation et d'entrepreneuriat (Elab), qui permet aux jeunes entrepreneurs africains d'accéder à des financements et à un soutien technique dans le cadre du programme Boost Africa. Cette initiative témoigne de l'engagement de la Banque en faveur de la création d'emplois et du développement de l'esprit d'entreprise sur le continent.

La session s'est terminée par une séance interactive de questions-réponses, qui a permis aux participants d'échanger directement avec les intervenants sur les stratégies visant à développer les technologies éducatives en Afrique. Dr. Eric Kehinde Ogunleye, Directeur d'ECAD, a souligné le besoin critique de technologies qui respectent les contextes locaux et répondent aux défis infrastructurels afin de surmonter efficacement les obstacles à l'éducation en Afrique.

Alors que nous poursuivons la série LEI tout au long de l'année 2025, en vous proposant des sessions attrayantes chaque trimestre, notre objectif ne se limitera pas à combler les écarts en matière d'éducation, mais s'étendra à l'amélioration des compétences d'apprentissage numérique pour le 21^e siècle. Les prochains webinaires permettront d'approfondir les discussions thématiques et d'acquérir des compétences pratiques, dotant ainsi les participants des connaissances et des outils essentiels pour naviguer dans le paysage numérique. Cette initiative promet des opportunités de pointe pour le partage des connaissances, visant à exploiter le plein potentiel de l'éducation numérique dans la transformation des sociétés.

Restez à l'écoute pour d'autres sessions dynamiques, car nous continuons à explorer des solutions innovantes et des stratégies de collaboration pour relever les défis de l'éducation d'aujourd'hui et de demain.

Plus d'informations ici :
<https://aec.afdb.org/en/african-economic-conference-2024>



REPOUSSER LES FRONTIÈRES DU NUMÉRIQUE : ÉDITION 2024 DES JOURNÉES D'ÉCHANGES DE CONNAISSANCES – MONTRE AU MONDE, LE CHEMIN VERS LE DÉVELOPPEMENT

La technologie numérique est la clé de voûte de la société moderne, car elle crée des connexions propices à des progrès transformationnels à l'échelle mondiale. Ce concept était au cœur des Journées d'échange de connaissances (JEC) 2024, qui se sont tenues à l'Institut coréen de développement à Séoul, en Corée, du 31 octobre au 1er novembre 2024. L'événement a réuni un groupe diversifié d'experts, de décideurs politiques et de spécialistes autour du thème « La transformation numérique pour une vie meilleure », soulignant comment l'innovation numérique peut conduire à des changements sociétaux et économiques positifs dans le monde entier.

La séance d'ouverture a été marquée par les discours perspicaces de personnalités de premier plan, dont Boemseok Kim, vice-ministre coréen de l'Économie et des Finances, qui a souligné les initiatives stratégiques de la Corée, telles que le Korean 4.0 et le Sommet de l'IA, visant à relever les défis mondiaux tels que le changement climatique et les chaînes d'approvisionnement complexes. Dong Chul Cho, président de l'Institut coréen de développement (KDI), a souligné le rôle de la technologie pour stimuler la croissance et combler les fossés entre les nations en facilitant un échange solide de connaissances.

Wencai Zhang, de la Banque mondiale, a enrichi les discussions en soulignant le rôle essentiel de la transformation numérique dans la réalisation d'objectifs de développement plus larges et en veillant à ce que les pays en développement ne soient pas laissés pour compte. Amy Doherty, directrice des systèmes d'information de la Banque mondiale, a salué la transition de la Corée vers une économie numérique dynamique, en soulignant comment les technologies numériques peuvent créer des emplois et relever les défis mondiaux. Elle a souligné le rôle essentiel de la technologie dans la promotion de l'inclusion économique, l'exploitation de l'IA et le soutien au développement durable.

Les sessions ont exploré une variété de sujets, y compris des solutions numériques innovantes dans les domaines de la santé, de la gestion des catastrophes et des secteurs public et privé, présentant des applications concrètes des jumeaux numériques, de l'IA et d'autres technologies transformatrices.

Deux visites de sites marquantes des journées d'échange de connaissances 2024 ont été particulièrement instructives. Les participants se sont intéressés à Naver Corporation, la première entreprise technologique de Corée du Sud, et ont pu constater de visu comment l'IA et les jumeaux numériques révolutionnent la planification urbaine et la productivité en fusionnant les domaines numérique et physique.



En outre, une visite du centre de distribution mondial d'Incheon de CJ Logistics a permis de découvrir ses systèmes sophistiqués d'automatisation et de données en temps réel. Cette visite a mis en évidence des avancées stratégiques dans le domaine de la logistique qui pourraient améliorer de manière significative l'efficacité opérationnelle et éclairer les projets de la Banque.

La Banque africaine de développement, championne de la transformation numérique des Journées d'échange de connaissances (JEC) 2024

La Banque a joué un rôle central dans les Journées d'échange de connaissances 2024, en participant activement aux discussions clés sur la transformation numérique lors de deux sessions majeures. La première session,

« La transformation numérique pour un avenir durable et inclusif », animée par Dong Soo Kang et à laquelle a participé Dr. Eric Ogunleye, a mis l'accent sur l'importance de rendre les avancées numériques accessibles dans tous les secteurs de la société, en soulignant les stratégies inclusives pour combler le fossé numérique et promouvoir un développement équitable.

Lors d'une autre session cruciale, « Relever les défis numériques dans le monde entier », animée par Joon Kyung Kim, Namawu Alolo Alhassan et Sheila Jagannathan de la BAD ont discuté du rôle de l'Académie virtuelle de développement des capacités (VCDA) dans l'offre de solutions d'apprentissage en temps opportun et en continu aux PMR. Ils ont souligné la manière dont la VCDA relève efficacement les défis numériques et améliore le

renforcement des capacités dans le paysage numérique.

En outre, la conférence a fourni un terrain fertile pour explorer les possibilités de collaboration avec d'autres institutions mondiales. En échangeant des connaissances et des bonnes pratiques, la Banque vise à affiner ses stratégies pour mettre en œuvre des initiatives d'apprentissage numérique efficaces.

La conférence organisée pendant l'Édition 2024 des journées d'échange de connaissances n'a pas été un simple événement, mais un point de départ pour un dialogue et une coopération continus, visant à exploiter les technologies numériques dans une perspective d'avenir durable et inclusive. À mesure que la frontière numérique s'élargit, les enseignements tirés des journées de l'Institut coréen de développement promettent d'inspirer et de guider les innovations futures ainsi que les stratégies globales.



La conférence organisée pendant l'Édition 2024 des journées d'échange de connaissances n'a pas été un simple événement, mais un point de départ pour un dialogue et une coopération continus, visant à exploiter les technologies numériques dans une perspective d'avenir durable et inclusif.

BRISER LES BARRIÈRES : LES ENSEIGNEMENTS DE LA BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT AU PROFIT DE LA CROISSANCE DE L'AFRIQUE

En octobre 2024, la Banque s'est embarquée dans une mission transformatrice à la Banque asiatique de développement (BASD) à Manille, aux Philippines, afin de tirer parti de l'expertise éprouvée de la BAD en matière d'innovation, de gestion des connaissances et de renforcement des capacités. Cette visite a jeté les bases d'une collaboration et a permis d'obtenir des informations utiles pour renforcer les initiatives de développement durable dans toute l'Afrique.

Susciter l'innovation : les idées du centre d'innovation de la BAD - Le centre d'innovation de la BAD a montré comment les partenariats stratégiques et l'apprentissage appliqué conduisent à des solutions aux défis régionaux. Cette approche offre un modèle à la Banque pour mettre en place un centre d'innovation africain qui répond aux besoins uniques du continent tout en encourageant une culture de l'expérimentation et de la croissance.

Gestion des connaissances : le moteur de l'excellence opérationnelle - L'intégration transparente par la BAD de la gestion des connaissances dans ses opérations de base a mis en lumière le pouvoir de transformation de la collaboration et de l'apprentissage continu. Si la Banque adopte des pratiques similaires, elle peut amplifier son impact dans les PMR en améliorant les processus de partage des connaissances et l'efficacité opérationnelle.

Bibliothèques redéfinies : un plan directeur pour l'accessibilité - La bibliothèque écologique de la BAD montre l'importance des stratégies numériques et des services axés sur l'utilisateur. La Banque peut s'inspirer de

ce modèle pour créer des espaces de bibliothèque plus accessibles, plus collaboratifs et plus riches en ressources, afin de mieux servir le personnel et les PMR.

Tirer les enseignements de l'ADB : Renforcement des capacités avec un impact - L'intégration de la recherche et de la formation pratique par l'Institut de la Banque asiatique de développement (ABDI) offre une feuille de route pour l'amélioration des programmes de formation de la Banque. Des certifications conjointes et des possibilités d'apprentissage sur mesure pourraient considérablement accroître la pertinence et la portée des initiatives de renforcement des capacités de la Banque.

Étendre l'apprentissage numérique : le solide système de gestion de l'apprentissage (LMS) de la BAD souligne l'importance des plateformes numériques évolutives. En développant sa propre infrastructure d'apprentissage, la Banque peut garantir un accès plus large et une plus grande efficacité pour répondre aux divers besoins des parties prenantes.

Collaboration avec l'Institut asiatique de gestion : la collaboration avec l'Institut asiatique de gestion a permis de recueillir des informations précieuses sur l'enseignement axé sur les spécialistes et sur l'accessibilité numérique. Ces enseignements peuvent renforcer les efforts de la Banque en matière de partage des connaissances et de formation à la gestion.

Tracer la voie à suivre : la mission de la Banque auprès de la BASD a jeté des bases solides pour des partenariats stratégiques dans

les domaines de l'innovation, de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités. En appliquant ces enseignements, la Banque est prête à adopter des pratiques plus

efficaces et plus durables, en veillant à ce que le parcours de développement de l'Afrique soit soutenu par des solutions de pointe et une expertise mondiale.



JETER DES PONTS ENTRE LES CONTINENTS : RENFORCER LA CONNAISSANCE ET LA COLLABORATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE



Profitant de notre présence en Asie à l'invitation de l'Institut coréen de développement, nous avons prolongé notre visite à Pékin. À la suite de la mission auprès de l'Institut coréen de développement, la mission de la Banque a saisi l'occasion pour nouer des contacts avec des institutions clés à Beijing, en Chine, dans le but d'établir des partenariats stratégiques et d'apprendre des organisations de premier plan afin de favoriser le dévelop-

pement de l'Afrique. À travers des discussions avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) et l'Université Tsinghua, la mission a mis l'accent sur la promotion de l'échange de connaissances, le renforcement des capacités et l'avancement de l'innovation numérique à travers le continent.

Aperçu de l'AIIB : Lean, Clean, and Green (allégé, propre et vert) - À l'AIIB, la Banque a

tiré de précieux enseignements en matière de gouvernance et de durabilité. Les discussions avec Mme Dan Yang ont souligné l'efficacité de l'approche « Lean, Clean, and Green » de l'AIIB, qui a guidé ses investissements dans les infrastructures depuis 2016. Dotée d'un capital de 100 milliards d'USD et d'une notation AAA, l'AIIB compte aujourd'hui 110 pays membres, dont 18 pays d'Afrique. Au cours d'une session avec M. Shariful Islam Khandaker, l'approche de pointe de l'AIIB en matière de gestion de l'information (« Digital First » [Le numérique d'abord]), alimentée par le système de bibliothèque intégré Insignia, a été mise en évidence. Ces informations permettent à la Banque d'améliorer ses propres capacités numériques et de recherche.

Apprentissage et innovation : les stratégies d'apprentissage de l'AIIB, présentées par M. Vincent Nicolier, ont révélé des approches innovantes en matière de développement des compétences. Combinant des modules numériques et en personne, ces programmes couvrent des domaines critiques tels que la gestion de projet et la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI), offrant des modèles pratiques dont la Banque peut s'inspirer.

Des espaces durables : la délégation a également visité le siège écologique de l'AIIB, un

brillant exemple de conception durable qui s'aligne sur les valeurs de la Banque en matière de gestion de l'environnement et de bien-être des employés.

Pratiques de pointe à l'université de Tsinghua : à l'université de Tsinghua, réputée pour ses systèmes de bibliothèque avancés, l'équipe a exploré l'infrastructure numérique de pointe, notamment le système intégré de gestion de bibliothèque d'Alma. La stratégie « Digital First » de Tsinghua et le soutien de bibliothécaires spécialisés sont une source d'inspiration pour améliorer les initiatives de la Banque en matière de gestion des connaissances et de formation. Les discussions ont également mis en évidence les possibilités de collaboration sur les ressources en libre accès, en faisant progresser des priorités telles que les High 5 et les objectifs de développement durable.

Ouvrir la voie à l'avenir : cette mission à Pékin a ouvert la voie à des partenariats stratégiques et à des systèmes de connaissances avancés pour soutenir les pays membres régionaux (PMR). En adoptant les meilleures pratiques de l'AIIB et de l'Université de Tsinghua, la Banque est prête à renforcer ses cadres numériques et d'apprentissage, accélérant le développement de l'Afrique par l'innovation et la collaboration.



REGARDER VERS L'AVENIR AVEC LA JEUNESSE AFRICAINE : CÉLÉBRATION DU 60^E ANNIVERSAIRE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT



Le 10 septembre 2024, la Banque a célébré son 60^e anniversaire en Côte d'Ivoire en organisant une discussion dynamique sur le thème « **Regarder vers l'avenir avec la jeunesse africaine** ». Des dirigeants, des représentants de la jeunesse et des partenaires au développement ont exploré des stratégies visant à autonomiser la jeunesse africaine en plein essor, en mettant l'accent sur son potentiel de transformation.

Avec 10 à 12 millions de jeunes entrant sur le marché du travail chaque année et seulement 4 millions d'emplois disponibles, l'événement a

souligné le besoin urgent de solutions innovantes. Les discussions ont mis l'accent sur les partenariats, les outils de financement et le renforcement des capacités dans les domaines de l'agriculture, des industries numériques et des technologies intelligentes sur le plan climatique afin de combler ce fossé et de transformer la fuite des cerveaux en gain de cerveaux.

Un groupe de discussion auquel participaient, Mamadou Touré, ministre ivoirien de la Jeunesse, Beth Dunford, Vice-présidente de la BAD, et les jeunes entrepreneurs, Ben Aziz Konate et Fognon

Maimouna Koné a abordé des défis tels que l'inadéquation des compétences. Les systèmes de formation obsolètes et les financements limités. Les partenariats public-privé (PPP) ont été identifiés comme essentiels pour développer les entreprises dirigées par des jeunes et favoriser la croissance des PME. Les participants ont plaidé en faveur de l'innovation, des réformes politiques et de l'encadrement, appelant à des programmes modernisés, à des apprentissages pratiques et à des incitations fiscales axées sur les jeunes afin de stimuler l'employabilité et l'esprit d'entreprise.



Les initiatives de la Banque ont été mises en lumière, notamment la Youth Entrepreneurship and Innovation Bank (YEIB) et le programme Enable Youth, qui soutiennent le développement des compétences, le financement et l'esprit d'entreprise dans des secteurs tels que l'agriculture, la technologie et l'énergie propre. Des résultats concrets ont été présentés : Les 235 nouveaux laboratoires scientifiques de la Namibie, les 3 000 emplois dans l'horticulture au Zimbabwe et les projets technologiques intelligents face au climat en Afrique du Nord, tels que les applications de drones.

La Banque a réaffirmé son engagement en faveur de l'autonomisation des jeunes à travers sa stratégie 2024-2033, en donnant la priorité au dialogue sur les politiques, aux investissements ciblés et à la création d'emplois. Son Fonds fiduciaire multidonateurs pour l'innovation et l'entrepreneuriat des jeunes, qui a été revitalisé, et son Plan d'action pour la jeunesse, les compétences et l'emploi visent à doter les jeunes Africains d'outils leur permettant de stimuler une croissance durable et inclusive, ainsi que des économies résilientes.



LIBÉRER LES CONNAISSANCES: LES POINTS FORTS DE LA PREMIÈRE SÉRIE DE COURS SUR L'INFORMATION ET LA BIBLIOTHÈQUE

ECAD a lancé avec succès sa première série de séminaires sur l'information et la bibliothèque (ILLS) le 14 novembre 2024, sur le thème « Libérer les connaissances et les ressources d'information ». Cette série de webinaires dynamiques vise à améliorer la compréhension et l'utilisation des produits du savoir et des ressources bibliothécaires de la Banque, en favorisant la collaboration entre le personnel de la Banque, les pays membres régionaux et les parties prenantes mondiales pour relever les défis du développement de l'Afrique.

La session inaugurale s'est concentrée sur le Financial Times, l'une des principales sources d'informations financières et économiques au monde. Au cours de cette session d'une heure, 65 membres du personnel de la Banque ont exploré une série d'outils et de fonctionnalités du Financial Times, notamment des tableaux de bord personnalisés, des capacités de recherche avancées, des graphiques interactifs, des données de marché en temps réel et des événements numériques. La session a fourni des indications pratiques sur l'exploitation des ressources du Financial Times pour accéder à des informations opportunes et de haute qualité afin d'améliorer la prise de décision et le partage des connaissances au sein de la Banque.



Parmi les principaux enseignements, citons les stratégies de personnalisation des flux d'informations, la collaboration grâce à l'espace de travail du Financial Times et l'utilisation de contenus multimédias et de balados afin d'approfondir la compréhension des tendances économiques. Les représentants du Financial Times se sont également engagés à résoudre les problèmes d'accès et à renforcer la collaboration avec la Banque lors d'événements tels que le Sommet africain du Financial Times 2025, où le personnel de la Banque

bénéficiera d'opportunités de réseautage exclusives et d'une réduction spéciale sur la participation.

La session s'est achevée sur l'appréciation des participants pour les informations pratiques fournies, tandis que le directeur d'ECAD, Dr. Eric K. Ogunleye, a souligné le potentiel de transformation de ces outils dans l'avancement de la mission de la Banque. Il a encouragé le personnel à s'engager activement dans la session ILLS, qui continuera à débloquent davantage de ressources

de connaissances étendues de la Banque, leur permettant de rester agiles dans un paysage de l'information en constante évolution.

Cette première session ILLS marque une étape cruciale dans la promotion d'une culture de partage des connaissances et dans l'équipement du personnel de la Banque avec les ressources nécessaires pour stimuler l'impact sur le développement à travers l'Afrique. Restez à l'écoute pour d'autres sessions au fur et à mesure que la série étend sa portée et son impact en 2025.

DES IDÉES QUI DONNENT DU POUVOIR : LE PERSONNEL DE LA BAD EXPLORE LA PLATEFORME DE BMI À DES FINS D'EXCELLENCE STRATÉGIQUE

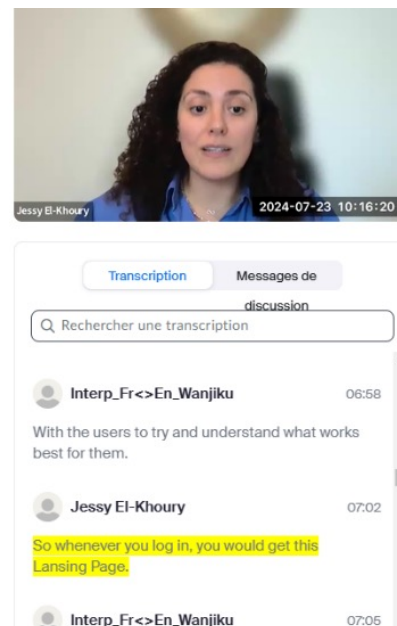
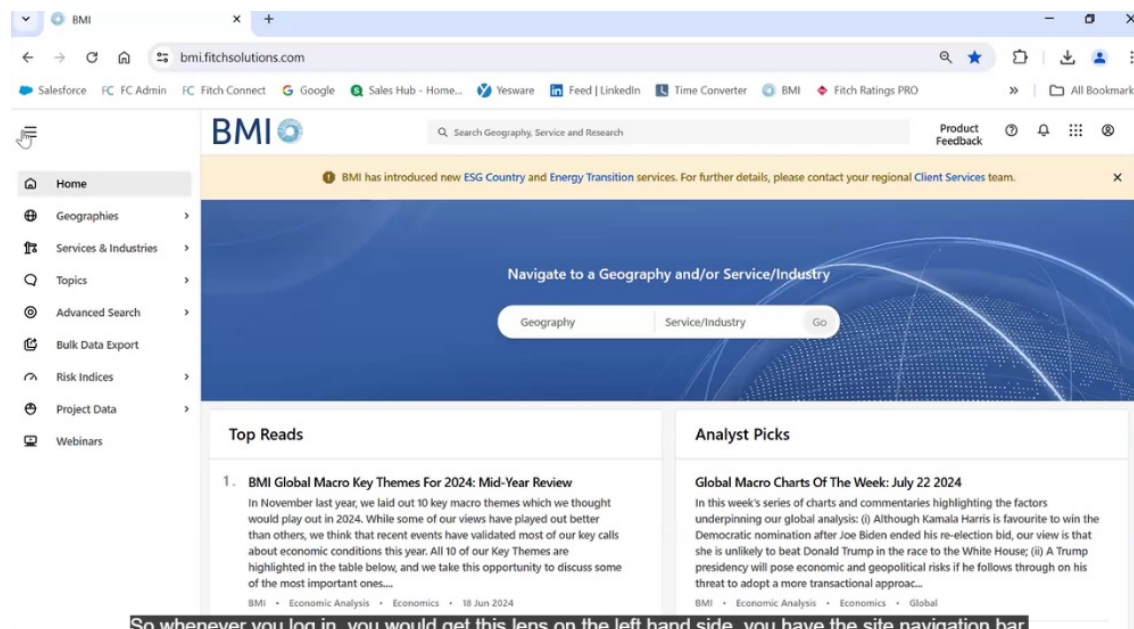
Le 23 juillet 2024, la Banque a organisé une session de formation complète sur la plateforme de BMI, à laquelle ont participé environ 296 membres du personnel. L'objectif principal était de familiariser les participants avec les nombreuses données et informations de BMI sur divers secteurs et marchés, afin d'améliorer leurs capacités de recherche et d'analyse.

La session a été présentée par Jessy El-Khoury, Responsable de la réussite des clients de la Banque chez BMI, et Ntswaki Moja, Responsable de compte de la Banque chez BMI. Elles ont présenté en détail BMI, en soulignant ses divers services et fonctionnalités. Une démonstration en direct a permis de présenter les principaux rapports et les meilleures pratiques pour une

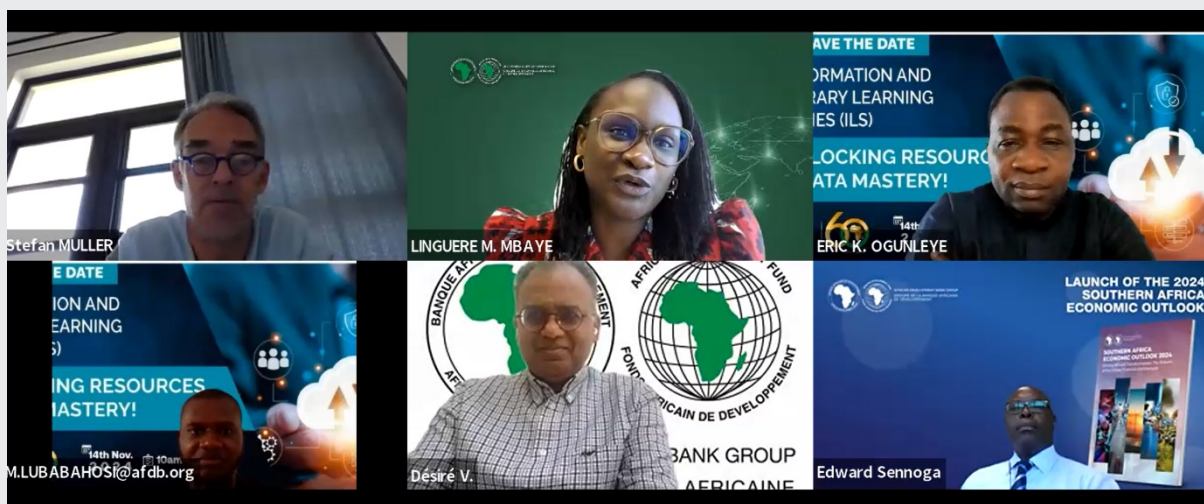
navigation efficace sur la plateforme. La formation s'est terminée par une session interactive de questions-réponses, qui a permis de répondre aux interrogations des participants et de clarifier les fonctionnalités de la plateforme.

Les réactions des participants ont montré un haut degré de satisfaction, et beaucoup

ont exprimé une plus grande confiance à utiliser BMI pour leurs projets. La Banque s'attend à ce que cette formation permette de prendre des décisions plus éclairées et d'améliorer les résultats des projets, conformément à sa mission qui consiste à favoriser le développement économique durable et le progrès social dans toute l'Afrique.



LE COMITÉ DE GESTION DES CONNAISSANCES REVITALISÉ : PROMOUVOIR L'EXCELLENCE DANS LE TRAVAIL DE LA BANQUE SUR LES CONNAISSANCES



La Stratégie de gestion des connaissances de la Banque 2022-2031 définit une vision ambitieuse pour libérer le vaste potentiel de connaissances de l'Afrique, en maximisant l'impact sur le développement de ses initiatives dans les PMR. Fondée sur des principes clés tels que les connaissances axées sur la demande, la promotion de la créativité, l'adhésion à une théorie du changement, les partenariats stratégiques et la sélectivité, la Stratégie vise à faire de la Banque le principal fournisseur de solutions en matière de connaissances qui donnent aux PMR les moyens de réaliser leurs priorités en matière de développement.

Au cœur de cet effort se trouve le Comité de gestion des connaissances, un organe inter complexe

créé pour coordonner les activités de la Banque en matière de connaissances et assurer leur alignement sur les objectifs primordiaux de la Stratégie de gestion des connaissances.

Depuis sa création en 2022, le Comité de gestion des connaissances a été confronté à des difficultés initiales, notamment des réunions irrégulières dues à des priorités concurrentes. Cependant, 2024 a marqué une année charnière, car le Comité a retrouvé son élan sous la direction de l'Économiste en chef et Vice-président (ECVP). Avec des réunions trimestrielles et des sessions supplémentaires pour traiter des questions urgentes, le Comité de gestion des connaissances a réaffirmé son rôle dans la garantie d'initiatives de haute qualité et à fort impact en matière de connaissances.

Le Comité a revitalisé son mandat, qui comprend la coordination des travaux sur la connaissance à l'échelle de la Banque, l'élaboration d'un programme de travail annuel sur la connaissance et la garantie d'une assurance qualité rigoureuse pour les produits de la connaissance. Les experts régionaux et sectoriels des pôles et du siège de la Banque apportent un soutien crucial à ces efforts. Simultanément, les partenariats de la Banque avec les ministères des PMR, la société civile et le secteur privé sont renforcés pour s'assurer que les activités de connaissance restent pertinentes et ont un impact.

Pour améliorer son travail, le Comité de gestion des connaissances lancera des journées d'échange de connaissances en 2025. Cette plate-

forme vise à promouvoir l'apprentissage collaboratif et le partage d'expériences entre le personnel de la Banque, les partenaires des PMR, la société civile et les parties prenantes du secteur privé. Les journées d'échange de connaissances favoriseront les partenariats, mettront en lumière les meilleures pratiques et présenteront des solutions innovantes adaptées aux défis de développement propres à l'Afrique.

Le Secrétariat du Comité de gestion des connaissances est géré par ECAD, qui fait partie intégrante du soutien aux opérations du Comité de gestion des connaissances et de l'avancement des travaux de la Banque en matière de connaissances. Pour toute question relative aux activités de la Banque en matière de connaissances, les parties prenantes peuvent contacter le Secrétariat du Comité de gestion des connaissances à l'adresse suivante: knowledge_management_committee_secretariat@afd.org.

En s'appuyant sur sa nouvelle orientation et son nouvel élan, le Comité de gestion des connaissances est prêt à porter le travail de la Banque dans le domaine de la connaissance à de nouveaux sommets. Grâce à la mobilisation des ressources, au renforcement des partenariats et à l'amélioration de l'assurance qualité, le Comité veille à ce que la Banque fournisse des solutions en matière de connaissances qui soient à la fois exploitables et transformatrices. Avec le Comité de gestion des connaissances à sa tête, la Banque africaine de développement est en bonne voie pour consolider sa position de premier fournisseur de connaissances en matière de développement en Afrique.

AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT: L'IMPACT DES CLINIQUES FIDUCIAIRES ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES DE LA BANQUE (ICFC)

La Clinique fiduciaire et de renforcement des capacités institutionnelles est une initiative phare de la Stratégie de développement des capacités de la Banque africaine de développement (2021-2025), qui vise à renforcer l'exécution des programmes dans les pays membres régionaux (PMR). Conçus pour combler les lacunes en matière de capacités et renforcer l'efficacité des projets financés par la Banque, les ateliers de la Clinique fiduciaire et de renforcement des capacités institutionnelles améliorent la qualité du portefeuille et accélèrent la réalisation des objectifs de développement nationaux.

S'appuyant sur les conclusions des examens des portefeuilles et des documents de stratégie pays (DSP), les ateliers ICFC sont adaptés aux besoins spécifiques du portefeuille de chaque pays. Dispensées par des experts de la Banque issus de différents départements, ces sessions vont au-delà de la formation traditionnelle et offrent une plateforme de collaboration aux équipes de projet, aux représentants des gouvernements et au personnel



de la Banque pour relever les défis urgents qui affectent la performance des portefeuilles.

Rien qu'en 2024, la Banque a organisé 10 ateliers de Cliniques fiduciaires et de

renforcement des capacités institutionnelles (ICFC) à l'intention de plus de 600 participants répartis dans quatre régions d'Afrique. Couvrant des domaines critiques tels que la gestion financière, la passation

de marchés, le décaissement, le genre, les sauvegardes environnementales et sociales, le suivi et les résultats, la lutte contre la corruption et l'éthique, les ateliers ont fourni aux participants des outils pour améliorer la mise

en œuvre des projets. Les commentaires des participants ont constamment souligné la pertinence, l'interactivité et l'inclusivité des sessions, avec une note de satisfaction moyenne de 4,5 sur 5.

Malgré leur succès, la demande pour les ateliers de Cliniques fiduciaires et de renforcement des capacités institutionnelles continue d'augmenter, en raison de l'élargissement des portefeuilles de pays et des lacunes persistantes en matière de capacités. Les participants demandent souvent des sessions plus longues et plus fréquentes, reconnaissant la nécessité d'une formation soutenue

pour intégrer efficacement les compétences acquises.

Il est essentiel de répondre à cette demande pour relever les défis des PMR et renforcer le rôle de la Banque en tant que première institution financière d'Afrique. En augmentant les investissements dans les ateliers de Cliniques fiduciaires et de renforcement des capacités institutionnelles, la Banque ne répond pas seulement aux besoins immédiats de renforcement des capacités, mais renforce également une voie stratégique vers un développement durable et inclusif et de meilleurs résultats en matière d'investissement public.



FORMATIONS EXÉCUTIVES MEMA

AMÉLIORER LA MODÉLISATION ET LES PRÉVISIONS MACROÉCONOMIQUES : LES DIRIGEANTS ANGLOPHONES AMÉLIORENT LEUR BOÎTE À OUTILS POLITIQUE



Du 14 au 18 octobre 2024 à Nairobi, la formation MEMA de l'Institut africain de développement a permis aux fonctionnaires de dix pays d'Afrique anglophone d'affiner leurs compétences en matière de modélisation et de prévision macroéconomiques. Les participants, issus des ministères des Finances et de la Planification, ainsi que des banques centrales, ont exploré des outils permettant de prendre des décisions politiques plus efficaces dans un contexte d'incertitudes mondiales croissantes.

Les modèles macroéconomiques sont des outils essentiels qui aident les décideurs politiques à planifier, concevoir et mettre en œuvre des stratégies économiques solides, en particulier dans un contexte d'incertitudes mondiales croissantes. En fournissant une vision

plus claire de la manière dont les politiques affectent l'économie et les moyens de subsistance des populations, ces modèles permettent de réagir en temps utile et en connaissance de cause aux chocs et à l'évolution des défis. Ils garantissent ainsi que les décisions politiques restent pertinentes, efficaces et adaptées à l'évolution du paysage économique. « Des modèles macroéconomiques robustes sont essentiels à la stabilité en période de turbulences », a fait remarquer Mme Mary Monyau, Cheffe de bureau pays pour le Soudan. Dr.Eric Ogunleye, Directeur d'ECAD, a souligné que la formation permet aux décideurs politiques d'améliorer la planification, l'analyse économique et la gestion efficace des politiques macroéconomiques, ce qui permettra d'anticiper les chocs et de favoriser une croissance durable.

AMÉLIORER LA MODÉLISATION ET LES PRÉVISIONS MACROÉCONOMIQUES DES DIRIGEANTS FRANCOPHONES : DRESSER DES PLANS ÉCONOMIQUES PLUS SOLIDES

Du 4 au 8 novembre 2024 à Dakar, la MEMA a permis aux décideurs africains francophones d'acquérir des compétences pratiques en matière de modélisation et de prévision macroéconomiques. La formation a renforcé les capacités des participants à élaborer des politiques économiques percutantes et fondées sur des données. Dans son allocution de bienvenue, M. Mohamed Cherif, Chef de bureau pays de la Banque africaine de développement pour le Sénégal, a souligné l'importance de la modélisation macroéconomique dans la gestion des politiques macroéconomiques, en notant que « Au fur et à mesure que les économies évoluent, des réponses politiques éclairées sont cruciales ». À la fin du programme, les participants ont acquis les connaissances et les outils nécessaires pour mieux anticiper les changements économiques et assurer un développement durable.



LA PREMIÈRE COHORTE DE LA MEMA : PIONNIÈRE DE LA STABILITÉ BUDGÉTAIRE POUR L'AVENIR DE L'AFRIQUE



THE AFRICAN DEVELOPMENT INSTITUTE (A.D.I.) ORGANIZING

FISCAL POLICY ANALYSIS AND MANAGEMENT IN AFRICA

17-20 SEPTEMBER 2024

L'Académie de gestion des politiques macroéconomiques pour l'Afrique (MEMA) de l'Institut africain de développement a lancé sa série de formation des cadres de 18 mois du 17 au 20 septembre 2024, en mettant l'accent sur l'analyse et la gestion des politiques budgétaires. L'objectif est de doter les fonctionnaires des pays membres régionaux des compétences nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre des politiques fiscales qui

renforcent la stabilité macroéconomique, conduisant à une croissance plus inclusive et à un développement durable. Environ 350 fonctionnaires de 43 pays et le personnel de la Banque ont appris à concevoir et à mettre en œuvre des politiques fiscales qui stabilisent les économies et favorisent une croissance inclusive. Dans son discours inaugural, au nom du Vice-président et Économiste en chef de la Banque africaine de

développement, Dr. Eric Ogunleye, Directeur de l'Institut africain de développement, a souligné l'engagement de la Banque à renforcer la capacité de l'Afrique à assurer une gouvernance macroéconomique efficace, en particulier l'élaboration, la mise en œuvre et la gestion des politiques budgétaires, afin d'accélérer la croissance inclusive et le développement durable et de réaliser l'Agenda 2063 de l'Afrique.

INVERSER LA TENDANCE : RENFORCER LES DÉFENSES MONÉTAIRES ET DE CHANGE DE L'AFRIQUE

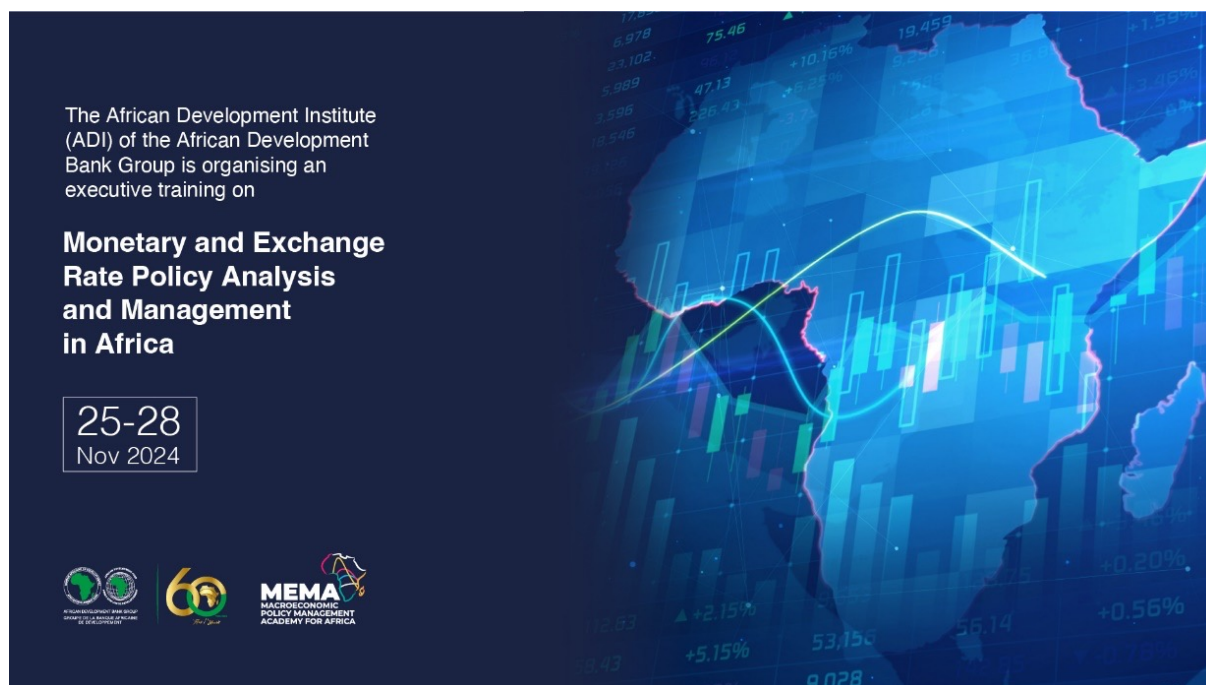
Les décisions en matière de politique monétaire et de taux de change ont des répercussions importantes sur les résultats macroéconomiques, notamment sur l'emploi, la réduction de la pauvreté, la stabilité macroéconomique et la croissance économique durable et inclusive. Pourtant, la capa-

cité à concevoir, mettre en œuvre et répondre efficacement aux chocs, en particulier dans des environnements macroéconomiques en constante évolution, est restée un défi dans de nombreux pays. La MEMA a organisé le deuxième module de la formation exécutive de 18 mois sur l'analyse et la gestion des politiques

monétaires et de change en Afrique du 25 au 28 novembre 2025. La formation a été dispensée à la première cohorte de participants et a été suivie par environ 160 participants de 42 pays membres régionaux. La formation a été dispensée conjointement par des experts de la Banque africaine de développement

et des partenaires institutionnels, notamment le FMI, la Banque mondiale, l'Institut ouest-africain de gestion financière et économique (WAIFEM) et l'Institut de gestion macroéconomique et financière de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (MEFMI).

La formation vise à renforcer les capacités des fonctionnaires en matière d'analyse et de gestion des politiques monétaires et de change dans les pays membres régionaux (PMR) afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre des politiques et d'apporter des réponses appropriées aux chocs. La formation permettra de mieux comprendre le rôle de la politique monétaire et du taux de change dans la stabilisation macroéconomique, qui est nécessaire pour promouvoir une croissance inclusive et un développement durable, d'améliorer la connaissance des différents instruments et outils de politique monétaire utilisés par les banques centrales pour atteindre leurs objectifs, d'améliorer la compréhension des outils, des méthodologies et des techniques d'analyse et de gestion de la politique monétaire et du taux de change, et d'améliorer la capacité à concevoir et à mettre en œuvre efficacement les politiques monétaires et de taux de change.



The African Development Institute (ADI) of the African Development Bank Group is organising an executive training on

Monetary and Exchange Rate Policy Analysis and Management in Africa

25-28 Nov 2024

Logos: African Development Bank Group, African Development Institute, MEMA (Macroeconomic Policy Management Academy for Africa)

ACADÉMIE DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

PFMA 2.0: RENFORCER LA RÉSILIENCE DES RECETTES NATIONALES



PUBLIC FINANCE MANAGEMENT ACADEMY FOR AFRICA (PFMA)
PUBLIC FINANCE MANAGEMENT EXECUTIVE TRAINING SERIES

Domestic Revenue Mobilization (DRM) for Enhanced Fiscal Stability and Resilience in Africa

 **July 29-August 01, 2024** |  **Virtual**



La deuxième cohorte de la série de formation structurée de 18 mois de l'Académie de gestion des finances publiques pour l'Afrique (PFMA) a commencé par le premier module sur La mobilisation des recettes intérieures pour la stabilité et la résilience fiscales en Afrique, qui s'est tenu virtuellement du 29 juillet au 1er août 2024 avec la participation d'environ 450 fonctionnaires de 42 pays membres régionaux (PMR) et d'environ 75 membres du personnel

de la Banque africaine de développement, dont 14 ont été officiellement nommés par leurs chefs de division pour la formation. Les participants des PMR ont été désignés par les autorités de leur pays dans les ministères, départements et agences de gestion des finances publiques, notamment le ministère des Finances et de l'Économie, le ministère de la Planification et du Budget, la Commission de planification ou le Bureau du budget,

le Trésor ou le Bureau du comptable général, le Bureau de gestion de la dette, l'Autorité fiscale (y compris le Bureau des impôts et le Service des douanes), la Banque centrale, l'Institution supérieure de contrôle, le Bureau des marchés publics, le Bureau du partenariat public-privé, les agences de lutte contre la corruption et les commissions parlementaires sur les finances et les comptes publics. La formation a été dispensée en partenariat avec

des partenaires institutionnels, notamment le Forum africain sur l'administration fiscale (ATAF), le Forum mondial de l'OCDE, Open Ownership, le Secrétariat de l'outil de diagnostic de l'administration fiscale (TADAT) et les autorités fiscales africaines, notamment l'autorité fiscale zambienne, l'autorité fiscale ougandaise, la Direction générale des impôts, le ministère de l'Économie et des Finances, le Bénin et l'autorité fiscale rwandaise.

LE BOND FISCAL DU MALAWI : RENFORCER LA GESTION DE LA DETTE ET LE CONTRÔLE DES RECETTES

En réponse à la demande du gouvernement du Malawi, l'Académie de gestion des finances publiques pour l'Afrique a dispensé une formation d'assistance technique à 36 fonctionnaires du gouvernement sur la gestion de la dette publique, les prix de transfert et le transfert de bénéfices. La formation s'est déroulée à Lilongwe, au Malawi, du 14 au 18 octobre 2024. L'objectif global de l'atelier de formation était de renforcer la capacité du gouvernement malawien à améliorer la gestion de la dette publique et la mobilisation des recettes nationales, en particulier en comblant les fuites de recettes dues aux prix de transfert et au transfert de bénéfices par les sociétés multinationales opérant dans le pays. Cette formation contribue à l'effort du gouvernement et au soutien de la Banque pour aider le Malawi à résoudre sa situation de surendettement et ses défis macro-budgétaires.

Les participants à la formation ont été désignés par le gouvernement parmi le personnel en milieu de carrière de la Division de la gestion de la dette et de l'aide du

ministère des Finances et des Affaires économiques, de l'Autorité fiscale du Malawi, de la Banque centrale du Malawi, du Bureau du comptable général et du Parlement du

Malawi. Les 36 participants qui ont suivi 13 sujets au cours des cinq jours de formation ont reçu des certificats d'achèvement.



**TECHNICAL ASSISTANCE TRAINING TO THE GOVERNMENT OF MALAWI
ON PUBLIC FINANCIAL MANAGEMENT, TRANSFER PRICING & PROFIT SHIFTING
14 - 18 OCTOBER 2024, SUNBIRD CAPITAL HOTEL, LILONGWE - MALAWI**



LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ : L'AFRIQUE SE PRÉPARE À L'EXCELLENCE FISCALE



**Africa PFM Conference 2024
and
PEFA Flagship Training**

**Addis Ababa, Ethiopia
11-15 November 2024**

**Government Officials,
PFM Practitioners,
Development Partners
from the region are
encouraged to apply!**

**More Information and
Application link**
QR code
<https://bit.ly/3XItmJV>

**Apply Now!
Seats are
Limited!**

PEFA Flagship
PEFA Subnational
PEFA Gender
PEFA Climate

**Framework
for assessing
public financial
management**

Logos: ECA, THE WORLD BANK, AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP, PEFA, and various African countries.

La Banque africaine de développement, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la Banque mondiale et le Secrétariat du PEFA ont organisé la Conférence 2024 sur la gestion des finances publiques en Afrique et la formation phare du PEFA à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 11 au 15 novembre 2024. L'événement s'est tenu au Centre de conférence de la CEA à Addis-Abeba,

en Éthiopie, et a réuni des représentants des gouvernements, des partenaires de développement, des universités, des ONG et des utilisateurs du PEFA dans la région africaine.

L'objectif global de l'événement était de discuter des questions émergentes sur la gestion des finances publiques et la mobilisation des recettes nationales en

Afrique, et de former les utilisateurs, les formateurs et les évaluateurs sur les outils d'évaluation du PEFA – le cadre national d'évaluation de la gestion des finances publiques, le cadre sous-national d'évaluation de la gestion des finances publiques, et les deux cadres supplémentaires sur le financement du climat (PEFA Climat), et le genre (PEFA Genre).



Des certificats d'achèvement de la formation phare PEFA ont été remis à 88 participants, dont huit (8) participants des États en transition parrainés par l'Institut africain de développement dans le cadre du projet du pilier III de la FAT sur le renforcement de la capacité des États en transition à gérer et à atténuer efficacement les risques de surendettement. Ces huit pays ont été sélectionnés en fonction de leur niveau de surendettement, en particulier ceux qui sont en situation de surendettement ou qui présentent un risque élevé de surendettement. Il s'agit du Tchad, de la République centrafricaine, de la Gambie, de la Guinée-Bissau, du Soudan du Sud, du Soudan, de Sao Tomé-et-Principe et du Mozambique.

LA REFORME FISCALE DE LA GAMBIE : LA VIABILITE DE LA DETTE AU PREMIER PLAN



L'Académie de gestion des finances publiques pour l'Afrique de l'Institut africain de développement a dispensé une formation d'assistance technique au gouvernement de la Gambie sur la gestion des finances publiques : Gestion de la dette publique, rapports et viabilité à Banjul, Gambie, du 18 au 22 novembre 2024. Cette formation fait suite à la demande des autorités du pays d'obtenir l'assistance de la Banque pour renforcer leurs capacités en matière de gestion des finances publiques,

dans le domaine spécifique de la gestion de la dette publique, de l'information et de la viabilité.

L'objectif global de l'atelier de formation était de renforcer la capacité du gouvernement gambien à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier dans le domaine de la gestion de la dette publique, de l'établissement de rapports et de la viabilité ; et contribuer à l'effort continu du gouvernement et de

la Banque africaine de développement visant à renforcer la capacité institutionnelle de gestion des finances publiques, en particulier pour résoudre les problèmes de surendettement et les défis macro-budgétaires du pays.

La formation a été organisée dans le cadre du projet du pilier III de la FAT sur le renforcement des capacités des États en transition pour une gestion efficace et l'atténuation des risques de surendettement. Les participants

ont été désignés par la Direction gambienne des prêts et de la dette, le Département du comptable général, la Direction du budget, la Direction de la gestion des finances publiques, la Direction des PPP, la Direction de la planification du développement, la Direction de la politique et de la recherche économiques, la Banque centrale gambienne, l'Autorité fiscale gambienne, l'Office national d'audit et la Commission parlementaire des finances et des comptes publics.

PRÉVISIONS POUR L'AVENIR : LA PROCHAINE BARRIÈRE BUDGÉTAIRE DE LA PFMA

LA PFMA a organisé le deuxième module de sa série de formation structurée de 18 mois pour la deuxième cohorte du 2 au 5 décembre 2024. La formation avait pour thème la politique fiscale, la modélisation et les prévisions macro-budgétaires pour une gestion efficace des finances publiques en Afrique. Environ 400 fonctionnaires de 44 pays membres régionaux y ont participé. 36 membres du personnel de la Banque africaine de développement ont pris part à la formation.

Les participants des PMR ont été désignés par les autorités de leur pays dans les ministères, départements et agences de gestion des finances publiques, notamment le ministère des Finances et de l'Économie, le ministère de la Planification et du Budget, la Commission de planification ou le Bureau du budget, le Trésor ou le Bureau du comptable général, le Bureau de gestion de la dette, l'Autorité fiscale (y compris le Bureau des impôts et le Service des douanes), la Banque centrale, l'Institution supérieure

de contrôle, le Bureau des marchés publics, le Bureau du partenariat public-privé, les agences de lutte contre la corruption et les commissions parlementaires sur les finances et les comptes publics. La formation a été dispensée en partenariat et en collaboration avec

des partenaires institutionnels, notamment l'Institut ouest-africain de gestion financière et économique (WAIFEM), le Fonds monétaire international (FMI), le personnel du département des prévisions et de la recherche macroéconomiques de la Banque africaine de développement,

ainsi que des membres du corps enseignant de l'unité « Policy Lab » de l'Académie de gestion des finances publiques pour l'Afrique (PFMA) et de l'Académie de gestion des politiques macroéconomiques pour l'Afrique (MEMA) de l'Institut africain de développement.

PUBLIC FINANCE MANAGEMENT ACADEMY FOR AFRICA (PFMA)
PUBLIC FINANCE MANAGEMENT EXECUTIVE TRAINING SERIES

Fiscal Policy, Macro-Fiscal Modelling and Forecasting for Effective Public Financial Management in Africa

December 02 - 05, 2024 | Virtual



Les 16 et 17 décembre 2024 à Abuja, au Nigeria, l'Institut africain de développement (IAD) du Groupe de la Banque africaine de développement a organisé le premier Forum sur la gestion de la dette en Afrique (DeMFA). Le dialogue inaugural, intitulé « Faire fonctionner la dette pour l'Afrique : Politiques, pratiques et options », a réuni des ministres des Finances, des banquiers centraux, des décideurs poli-

tiques, des administrateurs de la dette et des experts de tout le continent.

Le forum DeMFA s'est révélé être une nouvelle plateforme d'échange politique de haut niveau sur l'amélioration de la productivité et de la viabilité de la dette. En s'appuyant sur le pouvoir de mobilisation de la Banque africaine de développement et sur sa connaissance approfondie du

paysage de la gestion de la dette en Afrique, le Forum a contribué à l'échange de connaissances, au plaidoyer et au renforcement des capacités. Les participants ont examiné les vulnérabilités de l'Afrique en matière de dette, discuté de stratégies pratiques pour faire face à l'évolution des défis budgétaires et défini un plan d'action clair pour renforcer les politiques d'endettement et assurer une croissance durable à long terme.



CÉLÉBRER LES RÉUSSITES ET TRACER LA VOIE À SUIVRE : LES POINTS FORTS DES JOURNÉES DE RÉFLEXION DE L'INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT 2024



La journée de réflexion d'ECAD 2024 n'a pas seulement été une célébration des réussites passées, mais aussi un catalyseur pour des plans d'action visant à faire progresser la mission de la Banque en matière de développement durable en Afrique.

contributions et d'encourager le développement professionnel. Les actions convenues comprennent une meilleure gestion des tâches, une communication plus claire et une collaboration renforcée entre les divisions. L'équipe a également décidé de finaliser le cadre de gestion des talents d'ici juin 2025 et d'étudier les possibilités d'améliorer la certification des programmes de formation.

Les journées de réflexion d'ECAD 2024, qui se sont tenues du 6 au 8 octobre à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, ont rassemblé le personnel pour célébrer les réussites et discuter des stratégies d'amélioration de l'environnement de travail du Département. Sous le thème « **Célébrer les succès et améliorer l'environnement de travail d'ECAD** », ces journées ont favorisé la réflexion sur les progrès, la collaboration et les objectifs futurs.

L'accent a notamment été mis sur l'amélioration du travail d'équipe, de la responsabilité et de la communication. Le personnel a exploré des stratégies visant à rationaliser les flux de travail, à réduire les courriels en dehors des heures de travail et à fixer des délais réalistes. Des réunions individuelles régulières avec le Directeur et des Journées d'ECAD trimestrielles ont été introduites pour renforcer la cohésion et le soutien de l'équipe.

Des réalisations majeures ont été célébrées, notamment les avancées du Département dans des initiatives de renforcement des capacités telles que l'Académie de gestion des finances publiques et l'Académie de gestion de la politique macroéconomique, ainsi que l'élaboration d'une stratégie nationale de renforcement des capacités pour un État fragile. Les projets pour 2025 comprennent le lancement de l'Académie virtuelle de développement des capacités (VCDA), l'accueil de la Conférence économique africaine et l'avancement des programmes de formation des cadres avec accréditation.

Les ressources humaines ont fait le point sur la dotation en personnel, l'évolution de carrière et le plan stratégique de dotation en personnel proposé, en soulignant l'importance de l'amélioration des compétences et de l'évolution de carrière. Le personnel a été encouragé à tirer parti des plateformes de

formation virtuelle et à suivre l'Académie des opérations afin d'améliorer la productivité et les performances. La journée de réflexion a mis en évidence l'importance d'équilibrer les charges de travail, de reconnaître les contri-

L'événement s'est conclu par une célébration du personnel loyal, un adieu aux stagiaires et des activités de renforcement de l'esprit d'équipe qui ont consolidé l'engagement du Département en faveur du soutien mutuel et de l'excellence.



ÉVÉNEMENTS À VENIR

CATALYSER LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS À TRAVERS L'AFRIQUE

Alors que l'Afrique continue de se frayer un chemin dans un paysage mondial en pleine évolution, l'Institut africain de développement reste fidèle à son engagement de doter les PMR des outils et des connaissances nécessaires pour relever les défis du développement des capacités. L'édition 2025 promet une série d'événements marquants en matière de connaissances et de renforcement des capacités, conçus pour répondre aux besoins les plus pressants de l'Afrique et favoriser des solutions novatrices.

Ces événements constituent une occasion unique pour les décideurs politiques, les spécialistes et les partenaires du développement d'échanger des idées, de partager leur expertise et de co-créditer des stratégies pour favoriser une croissance durable. Que vous élaboriez des solutions ou que vous y participiez activement, votre engagement jouera un rôle essentiel dans la transformation des défis en progrès réalisables.

Explorez la liste des événements à venir ci-dessous et rejoignez-nous pour faire avancer l'avenir du développement des capacités sur le continent. Parmi ces événements, citons la Série de séminaires d'éminents conférenciers « Kofi Annan » en 2025, la Conférence économique africaine en 2025, les nouvelles Journées d'échange de connaissances en Afrique, et bien d'autres encore. Restez à l'écoute pour des mises à jour et d'autres occasions de vous impliquer.

ici



DEMANDEZ AUX EXPERTS Q&R

Q: Quels sont les obstacles les plus importants à un développement efficace des capacités en Afrique, et comment ECAD aide-t-il les pays à combler ces lacunes ?

R: Le développement des capacités en Afrique est essentiel pour parvenir à une croissance durable et à la résilience, mais il est confronté à plusieurs défis importants. L'un des principaux problèmes est la faiblesse institutionnelle évidente dans de nombreuses organisations, qui n'ont pas les structures, les ressources et les systèmes nécessaires pour mettre en œuvre des projets et des programmes efficaces pour le développement durable. Pour y remédier, la Banque soutient les pays à travers des opérations basées sur des programmes et d'autres instruments qui se concentrent sur le renforcement de la gouvernance et des cadres opérationnels et qui proposent une assistance technique et des réformes institutionnelles sur mesure. En outre, l'Institut africain de développement (ECAD) apporte sa contribution en proposant des ateliers sur les capacités institutionnelles et fiduciaires, qui fournissent une assistance pratique et concrète pour améliorer la gouvernance et l'efficacité opérationnelle.

Un autre obstacle majeur est l'inadéquation entre les compétences disponibles et les demandes du marché du travail, qui entrave la croissance économique. Pour combler ce fossé, la

Banque a fait des progrès significatifs grâce à des initiatives telles que la stratégie pour l'emploi des jeunes. ECAD complète ces efforts en proposant des programmes de formation ciblés grâce à son Académie de gestion des politiques macroéconomiques et son Académie de gestion des finances publiques, dotant les décideurs politiques et les spécialistes de compétences axées sur la demande et essentielles pour relever les défis actuels.

Les contraintes de ressources entravent également l'extensibilité des initiatives de développement des capacités sur le continent. ECAD s'attaque à ce problème en mobilisant des ressources en collaboration avec des agences de développement, des organisations internationales et des partenaires du secteur privé. L'Académie virtuelle de développement des capacités (VCDA) joue un rôle central dans la fourniture de programmes d'apprentissage rentables à un public plus large, maximisant ainsi l'impact malgré les limitations financières et de ressources.

La fragmentation des efforts entre les parties prenantes constitue un autre défi, car les doubles emplois et le manque de coordination réduisent l'efficacité globale des activités de renforcement des capacités. ECAD y remédie en organisant des initiatives telles que des communautés mondiales de pratique (G-CoP), des séries de conférences éminentes et d'autres évé-

nements d'échange de connaissances. Ces efforts garantissent l'alignement et favorisent la collaboration, créant une approche unifiée du renforcement des capacités qui amplifie son impact.

L'accès limité aux outils numériques et à la connectivité restreint encore la participation aux méthodes d'apprentissage modernes. Pour y remédier, ECAD s'appuie sur sa série de webinaires « Perspectives de l'Académie de développement des capacités (VCDA) sur l'apprentissage numérique et mixte d'avant-garde » et sur la plateforme VCDA, qui offre un environnement virtuel interactif doté de fonctionnalités telles que des MOOC, des modules d'apprentissage de courte durée et des événements en temps réel. Les mises à jour en cours de la VCDA visent à étendre son accessibilité aux régions éloignées et mal desservies, permettant ainsi une plus grande participation et encourageant les compétences numériques du 21e siècle.

Grâce à ces interventions ciblées, à ces plateformes d'échange de connaissances et à ces partenariats solides, ECAD donne aux pays les moyens de combler des lacunes importantes en matière de capacités. Ces efforts permettent de mettre en place des institutions résilientes et de favoriser un développement inclusif dans les pays membres régionaux de l'Afrique.

Envoyez vos questions à :



Prof. Kevin Urama
Vice-Président, ECVF
k.urama@afdb.org
+2252026 4373



Dr. Eric Ogunleye
Directeur
ECAD
e.ogunleye@afdb.org
+2252026 4517



Dr. Namawu A. Alolo
Cheffe de division (ECAD.3)
n.aloloalhasan@afdb.org
+2252026 3972



Dr. Ann D. Sow
Cheffe de division (ECAD.1)
a.dao-sow@afdb.org
+2252026 3422

